



Impérialistes, les chroniqueurs montréalais?
cahier Livres



**COUP DE SOLEIL
COUP DE DÉS**
cahier Santé

Les Leafs éliminent les Sharks



2



4

642 8 22 29 42 46 48 59

9 16 18 22 40 41 27
SELECT 2

La Presse Dimanche



MONTRÉAL, DIMANCHE 15 MAI 1994

110^e ANNÉE N° 202

58 PAGES, 4 CAHIERS

Extérieur de la ville de
Québec (Région est): 65 cents
Miami: 1,50 \$ US

Abitibi-Témiscamingue: 55 cents
Îles-de-la-Madeleine: 1 \$

À domicile par porteurs: 60 cents
Routes motorisées: 70 cents

50¢ Taxes en sus

Bonjour!

La personnalité
de la semaine



Gérard Le Chêne
page B12

Météo

Quelques nuages
max 21 / min 12
page S20

Girerd

LA TVQ N'ÉLEVÉE
À 6,5 %



Index

Annonces classées

- immobilier	C6 à C10
- marchandises	C10 et C11
- emplois	C11
- automobiles	C11 à C13
- propositions d'affaires	C13
Additions croisées	C8

Arts et spectacles

- informations	B7 à B10
- ciné-horaires	B9 et B10
- télé-horaires	B9

Avis C13

Bandes dessinées C7

Bridge C12

Décès C13

Êtes-vous observateur? C6

Feuilleton C7

Horoscope C8

Le monde A6

Les jeux A11

Loteries A4

Mot mystère C9

Mots croisés A11

Opinions B2

Santé cahier C

SPORTS - Rejean Tremblay S5

18 000 emplois menacés

La reconversion de l'industrie de la défense s'impose sinon ce sera le désastre

GILLES PAQUIN

À moins que les gouvernements n'adoptent des mesures d'urgence pour favoriser la diversification des entreprises de défense, 18 000 emplois disparaîtront au Québec, dont plus de 10 000 dans la seule région de Montréal.

C'est ce que révèle une étude confidentielle réalisée en mars dernier pour le Bureau fédéral de développement régional, le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie du Québec, la Ville de Montréal et la CUM.

Le document préparé par le Centre canadien pour la sécurité mondiale, avec la collaboration des entreprises de ce secteur, a été remis aux autorités gouvernementales et municipales au début d'avril. Il devait être transmis aux syndicats et aux employeurs il y a quelques semaines, mais ces rencontres ont été annulées.

Devant l'importance de cette recherche et le silence des gouvernements, la députée Louise Harel (Hochelaga-Maisonneuve) en a remis des exemplaires à la presse hier lors du caucus conjoint des députés du Bloc et du Parti québécois de Montréal.

«Pendant que l'augmentation de la taxe

de vente des libéraux de Daniel Johnson entrave l'industrie touristique montréalaise, les libéraux fédéraux de Jean Chrétien renient leur promesse d'aider à la reconversion des industries militaires concentrées à Montréal», a déclaré Mme Harel.

Aux 10 000 emplois déjà perdus dans l'industrie de la défense entre 1987 et 1991, 10 000 autres bons emplois sont menacés de disparition si rien n'est fait pour favoriser la reconversion de ces entreprises vers la production civile, a-t-elle ajouté.

Son collègue du Bloc québécois, Gilles Duceppe (Laurier-St-Marie), a rappelé le récent refus du gouvernement Chrétien de

remplir sa promesse d'aide à la reconversion de ces entreprises.

Au cours de la dernière campagne électorale fédérale, les libéraux promettaient effectivement, dans leur Livre rouge, d'intervenir par le biais du programme de productivité de l'industrie du matériel de défense.

Le ministre fédéral de l'Industrie, John Manley, a toutefois déclaré à la Chambre des communes récemment que son ministère n'avait pas l'intention d'adopter de mesures spéciales pour aider cette industrie.

VOIR EMPLOIS EN A 2

Discours ambivalent du PLC sur le Québec

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

Les hautes instances du parti libéral fédéral tiennent deux discours diamétralement différents sur le Québec aux assises que tient le parti en fin de semaine à Ottawa.

Il y en a un pour la galerie et surtout pour les militants du reste du Canada, qui privilégie la désinvolture et l'insouciance face à la situation politique au Québec.

Lors de ses apparitions publiques, le premier ministre l'adopte volontiers. Hier, Jean Chrétien a ainsi assuré l'ensemble de ses militants que les libéraux gagneraient les prochaines élections québécoises, mais qu'à tout événement, même s'il devait y avoir un autre référendum, le Québec ne quitterait pas le Canada. Ce genre d'intervention lui vaut à tout coup une ovation.

De son côté, son ministre responsable du Québec, André Ouellet, a qualifié de «bonnes nouvelles» des données recueillies par le sondeur du PLC qui indiquent néanmoins que l'appui à l'indépendance a augmenté de six points depuis que le Bloc québécois évolue sur la glace de la Chambre des communes.

Selon Michael Marzolini, 41 pour cent des Québécois sont maintenant rangés dans le camp de l'indépendance contre 46 pour cent dans celui des opposants. «Ce que j'ai entendu, c'est qu'une majorité de Québécois sont fédéralistes (...). Ce sont de bonnes nouvelles», a retenu André Ouellet.

Mais il y a un autre discours, réservé surtout aux réunions à huis clos et aux Québécois, où l'on commence à noter les premiers signaux de la mobilisation en vue d'une nouvelle bataille référendaire.

Selon des délégués québécois au congrès, derrière des portes closes, les ténors du gouverne-

VOIR DISCOURS EN A 2

OUILLE! OUILLE! OUILLE!



C'est reparti! La Ronde a ouvert ses portes hier pour la saison estivale. Parmi les nouveautés, mentionnons les montagnes russes intérieures du Dragon, implantées dans un Village médiéval qui accueille pour tout l'été la cour du roi Arthur. Les amateurs de jeux vidéo ne voudront pas manquer le tout nouveau Mégadôme du Nintendo, le plus important centre du genre en Amérique du Nord. Parmi les classiques, la sacro-sainte Pitoune a encore une fois réjoui petits et grands, hier. La Ronde est ouverte toutes les fins de semaine à compter du 14 mai et tous les jours du 1^{er} juin au 5 septembre.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Des cours de langue au CMR de Saint-Jean

MICHEL HÉBERT
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Ottawa et Québec ont conclu une entente qui maintiendra au Collège militaire royal de Saint-Jean des activités d'enseignement civiles et d'apprentissage du français pour les militaires et les fonctionnaires fédéraux.

«Le gouvernement fédéral y enverra un certain nombre de fonctionnaires fédéraux et de militaires pour aller apprendre le français dans un environnement francophone», a annoncé hier à Ottawa le ministre des Affaires intergouvernementales, Marcel Masse.

«C'est une nouvelle encourageante pour toute la région», a déclaré hier à la Presse Canadienne le maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, M. Delbert Deschambault.

Ce dernier craignait de perdre plus d'un million en taxes diverses, ce qui aurait eu des répercussions importantes sur le budget de cette petite localité située au sud de Montréal.

En vertu de l'entente conclue hier avec le ministre québécois de l'Éducation, Jacques Chagnon, le gouvernement fédéral versera une somme annuelle de 4 millions pour «les cours de langue et le maintien de certaines activités économiques».

Plusieurs ministères fédéraux, la Commission de la fonction publique, le ministère de la Défense et le Bureau fédéral de développement régional devront puiser cette somme à même leurs budgets, a ajouté le ministre Masse.

Par ailleurs, toutes les installations et le terrain du collège, d'une valeur globale de 41,5 millions, seront loués au gouvernement québécois pour un dollar par année.

Selon le ministre de la Défense nationale, David Collette, le gouvernement du Québec assumera les coûts de fonctionnement

VOIR LANGUE EN A 2

Finis les spectacles du mercredi à L'Inspecteur Épingle

Parce qu'elle est située en zone résidentielle, la célèbre taverne n'a pas le droit de présenter des shows

JACQUES CIMON
collaboration spéciale

La célèbre taverne «d'art et d'essai», qui allume chaque soir sa non-enseigne sur Saint-Hubert au coin de Duluth, est plongée dans le deuil de ses mercredis fous. Ses spectacles gratuits, courus par le Tout-Montréal alternatif, ont été assassinés par un règlement municipal biscornu.

Ce règlement de l'âge de pierre empêche tout débit d'alcool d'obtenir de la Régie québécoise idoine un «permis de servir, avec spectacles» — au fond, le vieux permis de cabaret — en zone résidentielle. Pour que la zone soit désignée résidentiel-

le, il suffit qu'un citoyen y dorme à presque proximité, même s'il n'entend rien.

C'est pour protéger son permis de vente que l'Inspecteur Épingle a décidé de mettre un terme à ses spectacles qui, quand ils ne donnaient pas la chance à un artiste débutant ou parallèle, permettaient à des gens connus de roder le show avant de le présenter sur des scènes plus officielles. Ce fut le cas, pour le dernier spectacle à l'Inspecteur, du Capitaine Nô et de son groupe, avant sa prestation au Club Soda, pour le plus grand plaisir, toujours gratuit avec de la bière à trois dollars, d'une meute d'amateurs ravis. Les spectacles finissaient toujours à onze heures, à l'Inspecteur, mais un voisin s'en est plaint.

Selon le directeur artistique de l'Inspecteur Épingle, Pierre Pépin, tous les artistes, du moins ceux qui s'expriment par la musique ou la chanson, sont appauvris par cette loi anti-culturelle, puisque la Ville a récemment fait une razzia rue Saint-Denis dans les bars qui présentaient «illégalement» des spectacles. Le résultat fut que plusieurs, privés d'une clientèle qu'attiraient les artistes, ont dû fermer.

«Je suis chagriné de voir que les jeunes artistes ou ceux qui travaillent en dehors des grands circuits trouvent de moins en moins de place pour s'exprimer, à Montréal», a dit M. Pépin, qui trouve incompréhensible que l'administration Doré s'en remette à la bureaucratie municipale pour

un sujet aussi fondamental que la culture, dans une métropole qui se veut à caractère international. «Le visage d'une ville est modelé par ses artistes parce qu'ils lui donnent une vie, sans quoi elle n'est que de l'asphalte et du béton», a renchéri le porte-parole de l'Inspecteur.

Un règlement sans nuance

Le fonctionnaire que La Presse a pu joindre hier a dit en substance que l'actuel règlement municipal est global et ne nuance pas les spectacles. Ainsi, Pink Floyd et Richard Desjardins au piano sont considérés égaux en termes de décibels! A show is a

VOIR ÉPINGLE EN A 2

CLÔTURES ET RAMPES DE P.C.V.

NORACEL

Prix convenants à tous les budgets
Plus de 25 modèles

Distributeurs dans tout le Québec
9555, Henri-Bourassa est
Montréal H1E 1P8
494-2400
Sans frais : 1-800-NORACEL

AUCUN ENTRETIEN

Lucien Bouchard vient pousser quelques pions supplémentaires



LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale

En novembre 1976, la victoire du Parti Québécois constituait un coup de théâtre, auquel les Français — gouvernement et médias — réagirent dans le brouillard, sans savoir s'il fallait considérer la souveraineté québécoise comme un fait accompli — ou comme un mirage dans le lointain. La suite des événements leur enseigna la prudence.

Les choses se présentent aujourd'hui sous un jour bien différent, même à la lumière de la grande déconvenue du référendum de 1980.

Lucien Bouchard, le chef de l'opposition canadienne qui débarquait ce matin même à Paris et entreprenait une «visite officielle de travail» de quatre jours à Paris, a obtenu un triomphe électoral au Québec aux dernières élections fédérales; le Parti Québécois de Jacques Parizeau paraît assuré de triompher à son tour en août-septembre prochain; dans douze mois à peu de choses près, devrait se tenir un référendum clair et explicite sur la souveraineté, suivi, en cas de victoire du oui, d'une proclamation solennelle de la souveraineté du Québec. Pour la France, l'heure de vérité se rapproche, où un ministre québécois des Affaires étrangères — Louise Beaudoin par exemple — pourrait lui demander de reconnaître, avant tout le monde, le nouvel État souverain. Disons en septembre 1995.

A moins que le non l'emporte, auquel cas le dossier sera cette fois enterré

pour très longtemps, sinon à jamais. Cette année, on joue à quitte ou double. Du coup, les «gestes» posés par les Français prennent quasiment valeur d'engagement. Ou en tout cas pèsent beaucoup plus lourd au seuil d'une année décisive sur le plan électoral et historique. Dans les circonstances, le seul fait de recevoir en grandes pompes l'un des deux chefs du mouvement souverainiste constitue déjà un début de prise de position. Paris, qui sait fort bien comment inviter ou ne pas inviter, aurait fort bien pu reporter — discrètement — aux calendes grecques le voyage du chef de l'opposition canadienne, ou se contenter de la faire recevoir à la sauvette par des seconds couteaux.

Concoctée de bout en bout par l'ancienne déléguée du Québec à Paris, Louise Beaudoin, la visite de M. Bouchard a un format, sinon exceptionnel, du moins de très haut niveau (dans le contexte, toujours). Même si les Français, instruits par quelque siècle d'histoire, se gardent bien de provoquer un vrai casus belli avec le Canada, ou même de fermer la porte à un arrangement «canadien», dans la mesure où «cet arrangement satisfait pleinement le Québec», comme nous le disait un membre éminent du lobby pro-québécois à Paris.

Le premier élément, qui a déjà beaucoup fait parler à Ottawa, c'est que le président Mitterrand s'empresse de recevoir M. Bouchard, et qu'il le reçoit «en tête-à-tête». Ce n'est pas un précédent: Lévêque avait rencontré Giscard en l'absence de Gérard Pelletier en 1977, et le délégué André Dufour avait été invité... à se retirer lors de la rencontre Mitterrand-Parizeau en mars 93. Mais, vu le titre officiel de Lucien Bouchard, les liens historiques avec le Canada, membre du «G7», c'est indéniablement un «geste» de M. Mitterrand à

PARIS FRANCE

l'égard des souverainistes que de faire savoir à l'ambassade que cette rencontre est «privée». Alors même qu'elle se déroule à l'Élysée, au vu et su de la quinzaine de journalistes qui suivent la visite et qui attendront le point de presse de M. Bouchard à la sortie de l'Élysée. «À partir du moment où l'Élysée déclare que cette rencontre est privée, nous ne trouvons rien à redire, et M. Mitterrand reçoit ou il veut», explique l'ambassadeur Benoît Bouchard, «et dans ces conditions je n'accompagnerai pas Lucien à l'Élysée, pour éviter de subir ce qu'a subi Dufour, et qui constituerait un véritable incident diplomatique pour le Canada».

Le deuxième élément, qui tient moins à la fonction du personnage qu'au personnage lui-même, c'est la rencontre de demain avec Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale. Le poste est aussi prestigieux qu'honorifique, mais tout le monde sait en France que Philippe Séguin — le principal partisan du «Non» à Maastricht lors du référendum — est à la fois l'une des personnalités politiques les plus prometteuses en France, un successeur possible de Jacques Chirac à la tête du RPR, et un homme qui se considère comme l'un des principaux héritiers du gaullisme en France. C'est d'ailleurs à ce titre que, depuis deux ou trois ans, il manifeste un intérêt certain pour le Québec. Séguin, un «jeune» dans la cinquantaine, se fait une spécialité des sorties fracassantes (contre Maastricht, ou plus récemment... contre la politique économique du premier ministre Balladur), et fait partie de ceux qui peuvent très bien faire, le moment venu, des déclarations «scandaleuses». Chez

les souverainistes, en tout cas, on mise beaucoup sur lui.

Le troisième élément, c'est, plus banalement, la «conférence-débat» de Lucien Bouchard avec des députés de l'Assemblée nationale, dont, on suppose, beaucoup de membres des Amitiés France-Québec et France-Canada (une cinquantaine de députés, souvent appartenant aux deux groupes en même temps!).

La lettre d'invitation au débat, signée à la fois par M. Wiltzer (France-Québec) et par M. Mignon (France-Canada), ne prend évidemment pas position sur le fond de la question, mais expose les enjeux en des termes que certains jugeraient peu diplomatiques: «Le Canada vit une crise institutionnelle sérieuse, le Québec n'ayant pu obtenir que soient reconnues sa nature et sa place spécifiques dans le cadre fédéral existant...» Plus loin, à propos du Bloc: «C'est la première fois que le principal groupe parlementaire d'opposition à pour programme essentiel la souveraineté du Québec...» Plus loin encore: «Les sondages d'opinion annoncent depuis plusieurs mois la victoire du PQ, dont l'objectif proclamé consiste à réaliser la souveraineté du Québec...»

Pour couronner le tout, la rencontre se déroulera, non pas en terrain neutre, mais dans un salon de l'Assemblée nationale elle-même: pas un salon attenant à l'hémicycle lui-même, mais situé dans l'immeuble annexe de la rue de l'Université: en France, on cisele les gestes et les symboles au millimètre près. Restera à compter les députés présents (sur une Assemblée de quelque 580 membres).

Il reste que les responsables français ont veillé à ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier. Et fournissent à Ottawa des motifs publics de satisfaction ou de consolation. Si Lucien

Bouchard, en effet, voit de surcroît le président du Sénat, René Monory, un ministre mineur du gouvernement (Barnier, Environnement), et même le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé (également secrétaire général du RPR), il ne voit pas, comme par hasard... les deux grands favoris de l'élection présidentielle. C'est-à-dire le premier ministre Edouard Balladur, et le maire de Paris, Jacques Chirac.

Situation d'autant plus paradoxale que le RPR, parti dominant à droite, et héritier du «gaullisme», fournit en principe le plus grand nombre de partisans du Québec. D'ailleurs Jacques Chirac lui-même s'était spectaculairement avancé en faveur du Québec au printemps de 1977 lors de la visite de Claude Morin en France. Il est vrai qu'à l'époque, il était encore bien loin de briguer la charge suprême en France. Et qu'il ne parlait qu'en tant que maire de Paris.

L'«absence» de Jacques Chirac sur le programme de Jacques Parizeau en mars 93 n'était pas passée complètement inaperçue. On le remarquera de nouveau pour Lucien Bouchard cette semaine. L'entourage de M. Bouchard fera remarquer que M. Juppé est son bras droit et que, de toutes manières, l'accueil des Français est somptueux. A l'ambassade, on pourra se réjouir du fait — essentiel, dira-t-on — que le chef du Gouvernement était absent de la liste, de même que l'autre favori à la présidence. Bref que M. Bouchard a vu pour l'essentiel des personnages honorifiques (Séguin)... ou à la veille de la retraite (Mitterrand, Rocard).

Un bel exercice de diplomatie française où l'on renouvelle fortement l'appui au souverainisme à la veille d'une étape cruciale. Sans rompre le délicat équilibre instauré depuis une vingtaine d'années avec Ottawa.

Demain dans La Presse



Automobile

Le duo de la relance

General Motors est en pleine reconstruction et la division Chevrolet tente de nous faire oublier la version précédente avec sa nouvelle génération de Lumina. L'appellation Monte-Carlo réapparaît même sur le coupé. Notre collaborateur Denis Duquet a eu la possibilité de prendre le volant de ces nouvelles voitures qui seront bientôt disponibles. Il en conclut que pour une fois, les concessionnaires Chevrolet peuvent offrir une voiture à grande diffusion qui leur permet de lutter à armes égales avec la concurrence. Quelque 30 ans auparavant, un authentique Texan achetait une Rambler American 1965 bien particulière, qui fait aujourd'hui le bonheur d'un couple de Terrebonne. La chronique «auto-rétro» raconte l'histoire de cette voiture. A lire demain dans les pages «économie-auto».

Précision

Nous avons écrit hier, en page E7, que l'exposition du peintre François Faucher, qui a lieu au Musée Marc-Aurèle Fortin, dans le Vieux-Montréal, était gratuite. La direction du Musée tient à préciser que ce n'est pas le cas et que les frais d'entrée sont les suivants: 4 \$ pour les adultes; 2 \$ pour les étudiants de 25 ans et moins et les personnes âgées de 65 ans et plus; gratuit pour les enfants de 12 ans et moins.

François Lubrina à l'honneur

L'Association canadienne des médecins vétérinaires vient de décerner à notre chroniqueur François Lubrina le prix des relations publiques de 1994 pour sa contribution à l'avancement de la profession vétérinaire au Canada. M. Lubrina recevra son prix lors du congrès annuel de l'Association en juillet. Toutes nos félicitations.

La quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

029

à quatre chiffres

7283

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		lundi au vendredi de 9 h 30 à 17 h 30	285-7111
REDACTION	285-7070	Décès, remerciements	285-6816
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES	
COMPTABILITÉ		Détailants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé+	285-7306
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations publiées à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe»

Enregistrement: numéro 1400 / Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



19-7

DIMANCHE

CODE DU JOUR

15 MAI 1994

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

SUITE DE LA UNE

EMPLOIS

18 000 emplois menacés

La situation est alarmante écrit le groupe de travail qui a préparé le rapport. La situation de l'emploi dans les entreprises de défense du Québec n'a pas cessé de se dégrader depuis le début des années 90. Il y a encore 46 000 emplois dans ce secteur au Québec et 63 pour cent se trouvent dans la région de Montréal.

La compilation récente de données d'emploi recueillies auprès d'un échantillon de 40 entreprises indique une diminution de 45 pour cent des emplois rattachés à la production militaire depuis 1990. Au total, dans les entreprises, plus de 10 000 emplois ont été perdus depuis 1987.

«Depuis 1991, plusieurs entreprises ont vu leur chiffre d'affaires diminuer, parfois de manière dramatique. Les prévisions pour la période 1993-1995 nous annoncent de nouvelles baisses. Selon les données qui nous ont été transmises, 40 pour cent des emplois devraient disparaître», écrivent les chercheurs.

Pour contrer ce mouvement le groupe de travail recommande la création d'un Centre d'assistance à la diversification de l'industrie militaire (CADIM). Le CADIM aurait comme objectifs de limiter les pertes d'emplois reliés à cette industrie et de contribuer dans la mesure du possible à créer des emplois additionnels. Il travaillerait, en collaboration avec l'industrie, à soutenir le développement des secteurs les plus susceptibles

de stimuler l'économie globale du Québec.

Le CADIM sera un catalyseur qui fournira de l'information précise sur les compressions et les projets de défense; organisera des sessions de formation sur la planification et la mise en oeuvre de projets de diversification; effectuera des recherches pour les compagnies et les gouvernements; évaluera les demandes d'aide des entreprises et coordonnera l'adaptation des programmes existants d'assistance à l'industrie.

«À partir des expériences menées dans divers pays nous avons proposé, l'automne dernier, la mise sur pied d'un fonds de recherche sur la reconversion industrielle comme le suggère ce

rapport», a commenté le président de la CSN, Gerald Larose.

Selon lui, c'est une façon impérieuse de préparer l'avenir si on souhaite éviter de graves difficultés sociales et économiques au cours des prochaines années.

Le Bloc avait appuyé notre proposition et les libéraux nous répondaient en citant leur Livre rouge, a souligné M. Larose, mais depuis ce temps rien ne bouge et tout indique, au contraire, que le gouvernement a changé d'avis.

La question sera toutefois soulevée la semaine prochaine à l'Assemblée nationale et il serait étonnant que le ministre de l'Industrie, Gerald Tremblay, refuse de discuter de son propre rapport. □

DISCOURS

Discours ambivalent du PLC sur le Québec

Ment sont loin d'aborder avec la légèreté qu'ils affichent en public l'hypothèse d'un nouvel affrontement sur l'unité canadienne.

Malgré la façade de relative insouciance que maintient le gouvernement fédéral sur la question du Québec, elle remonte de plus en plus à la surface.

Le premier ministre Chrétien a évoqué hier plus longuement qu'il ne l'avait jamais fait en public depuis son élection l'hypothèse d'un second référendum devant ses militants hier. Il s'est livré à une attaque en règle contre Jacques Parizeau qu'il traite «d'étapiste» parce qu'il a fixé à huit à dix mois après une victoire

électorale la tenue d'un référendum. Une question d'un délégué montréalais a amené d'entrée de jeu le premier ministre sur ce terrain au cours d'une séance entre les militants et le cabinet.

Au cours d'un point de presse, il a ensuite affirmé que son gouvernement «n'était pas complaisant sur ce sujet» et qu'il suivait les événements «quotidiennement». Questionné régulièrement en français sur ce dossier depuis le 25 octobre, Jean Chrétien répond plus longuement depuis que les questions de la presse anglophone sur le même sujet se font plus pressantes.

Hier, le premier ministre a précisé que son gouvernement n'avait pas, pour l'heure, de plan pour ressusciter l'appareillage qui l'avait servi pendant la dernière campagne référendaire. Plusieurs sources ont cependant fait état à

La Presse d'approches en vue de reconstituer une structure pour coordonner les communications fédérales au Québec.

L'ancien député libéral Rémi Bujold, passé au secteur privé, serait de ceux à qui on a demandé discrètement de s'intéresser à la question.

En attendant, les libéraux fédéraux du Québec ont passé une partie de leur congrès à tenter de limiter les dégâts politiques que pourraient leur causer l'adoption de certaines résolutions.

Dans cet esprit, ils veulent défaire aujourd'hui deux résolutions jugées particulièrement irritantes dans le contexte politique au Québec. L'une d'entre elles prône l'instauration par Ottawa de normes nationales en matière d'éducation. L'autre préconise une révision, voire même le rem-

placement de la loi fédérale sur les brevets pharmaceutiques, une mesure dénoncée par Québec.

Numériquement, la délégation du Québec devrait normalement faire le poids. Selon des chiffres officiels, un peu plus de 500 militants québécois y seraient inscrits, soit quelques dizaines de plus que la délégation ontarienne.

Le français n'en est pas pour autant à peu près absent des séances. Depuis vendredi, plusieurs délégués québécois ont préféré faire leurs interventions en anglais pour être sûrs d'être compris. Malgré la disponibilité d'appareils de traduction simultanée, à peine un délégué sur dix prend la peine de s'en munir. Hier, la session avec le très bilingue cabinet fédéral s'est déroulée presque exclusivement en anglais. □

LANGUE

Des cours de langue au CMR de Saint-Jean

et d'entretien du Collège de Saint-Jean, estimés à 5 millions par année par la Défense nationale.

«Nous avons besoin d'une institution d'enseignement pour nos cadets anglais et je crois que durant l'été, lorsque le collège ne sera pas utilisé pour l'enseignement civil, nous pourrions l'utiliser pour l'enseignement du français», a précisé le ministre Collette.

Mais, a-t-il insisté, la formation des élèves-officiers de la Défense

nationale sera concentrée à Kingston et le Collège militaire de Saint-Jean sera fermé au printemps 1995.

Celui-ci devra éventuellement changer de nom.

Le ministre Massé a précisé que le gouvernement du Québec fera du collège de Saint-Jean une institution d'enseignement supérieur. L'établissement de Saint-Jean devrait bientôt tomber sous la juridiction de l'Université de Sherbrooke, croit le maire Deschambault.

Selon Collette, son ministère économisera 23 millions car les activités d'enseignement estivaux des élèves-officiers anglophones ont déjà été prévues dans le budget principal de la Défense.

fait objection à cause de sa propre réglementation.

C'est la quadrature du cercle, agrémentée du fait bizarre qu'une instance provinciale se soumet docilement à une structure inférieure, les villes étant les créateurs de la province. J'ai demandé au fonctionnaire municipal où commençait le spectacle à partir d'un exemple: la lecture publique de poèmes ou de théâtre avec effets sonores est-elle un spectacle? Et sans?

Réponse: «Aucune idée. L'application du règlement dépendrait des plaintes et du constat des policiers.»

Pendant ce temps-là, tous les bars rock peuvent pousser leur chaîne stéréo au max jusqu'à trois heures du matin, ce n'est pas du spectacle. «Tant qu'il n'y a pas de plaintes...», dira mon fonctionnaire.

Est-on conscient de l'aberration de ce règlement?

«Demandez aux politiciens...», conclura-t-il.

D'accord, mais même en campagne électorale, essayez d'en trouver un le samedi matin.

L'alternative alternative

L'inspecteur Épingle explore dès maintenant une nouvelle avenue et négocie avec CIBL-MF la possibilité de diffuser en direct

des spectacles le mercredi, un projet qui se concrétiserait à la rentrée de septembre et redonnerait leur place aux artistes «évincés à la suite de plaintes d'un seul voisin, qui habite de l'autre côté de la rue et qui se plaint même quand un camion passe», de commenter Pierre Pépin. □

Tabac: 18 fabricants poursuivis

Associated Press

JACKSON, Mississippi

La famille d'un coiffeur mort d'un cancer du poumon après avoir inhalé pendant des années la fumée des cigarettes de ses clients a intenté un procès à 18 fabricants, dont R.J. Reynolds Tobacco Corporation et Philip Morris Inc.

Selon les avocats de la famille Butler, les fabricants sont responsables des dommages occasionnés

aux victimes du tabagisme passif.

«Nous espérons établir un précédent», a commenté un des avocats.

Le coiffeur, Burl Butler, est mort le 7 mai à l'âge de 60 ans des suites d'un cancer.

Il disait ne jamais avoir fumé de sa vie.

Il avait intenté un procès à six fabricants et quatre distributeurs, expliquant qu'il aurait interdit plus tôt de fumer dans son salon s'il avait connu les dangers du tabagisme passif.



Montréal tout en vert!

La ville foisonne d'activités toutes plus écologiques les unes que les autres

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Le printemps est peut-être vraiment arrivé si l'on en juge par le foisonnement d'activités toutes plus écologiques les unes que les autres qu'on propose aux Montréalais, à commencer par les deux plantations d'arbres auxquelles participaient hier les deux principaux rivaux de la bataille électorale à la mairie: Jean Doré et Pierre Bourque.

Le maire de Montréal s'est mêlé aux citoyens du secteur Ahuntsic pour la plantation de 325 arbres au Boisé Saint-Sulpice, situé entre Christophe-Colomb et le cégep Ahuntsic, rue Legendre, coin Olivier-Maurault. On a profité de l'occasion pour nettoyer le petit bois.

Pierre Bourque, le candidat «vert» a participé quant à lui à la plantation de plus de 400 arbres au parc Félix-Leclerc, situé au coin de Beauvillier et de Langelier. Il était accompagné du conseiller du district Louis-Riel, Jacques Charbonneau. Soixante-quinze enfants de trois écoles primaires du quartier et 25 scouts étaient aussi de la partie.

Des concepts d'aménagement

Depuis hier, et jusqu'au 22 mai, les marchés Atwater et Jean-Talon de Montréal présentent des aménagements paysagers urbains. Les concepts d'aménagement, oeuvres de professeurs et d'étudiants de l'Institut de technologie

agro-alimentaire de Saint-Hyacinthe, sont développés en fonction du type d'habitation.

Par exemple, le marché Atwater offrira des aménagements destinés aux balcons et aux cours de condos alors qu'on retrouvera au marché Jean-Talon un potager intégré à une cour fleurie. À surveiller également, le Temps des fleurs dans tous les marchés de Montréal, dans les quatre grands marchés, Atwater, Jean-Talon, Maisonneuve et Saint-Jacques, dans les huit marchés de quartier et les sept marchés aux fleurs.

À Lachine, hier matin, le beau temps était au rendez-vous pour la quatrième édition du nettoyage des berges. Cette année encore, les étudiants de toutes les institutions scolaires de Lachine ont été invités à participer à ce grand nettoyage de printemps. L'an dernier 200 person-

nes se sont mises à l'ouvrage et l'exploit a été réitéré cette année.

Les activités printanières se poursuivent aujourd'hui avec la corvée annuelle du mont Royal. Quelque 1000 participants sont attendus pour le ramassage des déchets, qui se déroulera de 9 h 30 à 12 h 30. Les inscriptions se font ce matin, entre 8 h 30 et 9 h 30, au chalet du mont Royal. Lunch, t-shirt et gants de jardinage seront fournis gratuitement à chaque participant.

On procédera également à la collecte d'articles de plein-air usagés: gants et bâtons de baseball, ballons, raquettes, vélos, articles de camping. Ces équipements seront distribués à des organismes oeuvrant auprès des familles et des jeunes démunis. Les lieux de dépôt seront ouverts de 8 h 30 à 16 h à la maison Smith et au chalet du mont Royal.



Pendant que le maire Jean Doré participait à la plantation d'arbres au Boisé Saint-Sulpice, hier, dans le secteur Ahuntsic, un de ses adversaires à la mairie, Pierre Bourque, en faisait autant au parc Félix-Leclerc.

PHOTOS BERNARD BRAULT ET ARMAND TROTTIER, La Presse

Le message des optométristes n'a pas été assez entendu

MARIE-FRANCE LÉGER

■ La vingtaine de cas de cécité partielle recensés au Québec depuis l'éclipse de mardi a découragé les optométristes qui avaient pourtant alerté la population des dangers de l'observation non protégée.

«Une vingtaine de cas, c'est beaucoup et beaucoup trop en regard des mises en garde des optométristes dans les médias. Il va falloir mettre encore plus l'accent sur la prévention», a constaté hier, monsieur Robert Thérault, coordonnateur du congrès de l'Association des optométristes du Québec qui se tenait hier à l'hôtel Meridien.

M. Thérault a expliqué qu'il était un peu tôt pour dresser un bilan détaillé des cas de brûlure de rétine enregistrés cette semaine. Il est possible, selon lui, que d'autres personnes incommodées se fassent connaître dans les prochains jours.

Rappelons que lorsque que la rétine est brûlée, la lésion est irréversible puisque les cellules ne se régénèrent pas. «J'ai un patient qui doit me rencontrer demain (aujourd'hui) à ce sujet. Mais je pense qu'en gros il ne devrait pas y avoir beaucoup plus qu'une vingtaine de cas», a-t-il ajouté.

Au cours du congrès d'hier, plusieurs optométristes se sont demandés s'il ne fallait pas en faire encore plus en matière de sensibilisation, surtout dans les écoles, sur les dangers d'une observation

non adéquate d'un phénomène comme l'éclipse.

«Ce qui nous a frappés, c'est que ce sont des jeunes qui ont été touchés. Et qu'un professeur ait dit, comme ça été rapporté, qu'on pouvait regarder l'éclipse avec des lunettes de soleil, ça dépasse l'entendement!», a remarqué M. Thérault.

Par ailleurs, le thème du congrès portait sur les médicaments thérapeutiques de première ligne, une méthode qui permettrait, de préciser M. Thérault, une économie de 13 à 14 millions pour le gouvernement du Québec. L'utilisation de médicaments de première ligne permet en effet d'éviter une deuxième consultation. «Par exemple avec une conjonctivite, le patient pourrait être traité immédiatement sans avoir une référence. Ça augmente les coûts à cause de cette deuxième consultation.»

Au Nouveau-Brunswick et en Alberta, des projets de loi sont déjà à l'étude. Aux États-Unis, 38 des 52 États ont le droit d'utiliser des médicaments thérapeutiques de première ligne. Au Québec, la démarche est en train de s'amorcer avec la mise sur pied d'une table de travail.

Mardi dernier, plusieurs personnes ont fait fi des recommandations des optométristes et ont observé l'éclipse solaire sans protection adéquate.

PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse



Les handicapés intellectuels réclament une indexation

RAYMOND GERVAIS

■ Les handicapés intellectuels du Québec demandent à la ministre de la Santé, Mme Lucienne Robillard, de réviser à la hausse leur allocation servant à défrayer les coûts de transport par autobus, de repas et de vêtements de travail, laquelle n'a pas été augmentée depuis 14 ans.

Réunis hier à Montréal, les handicapés intellectuels qui fréquentent un service d'apprentissage aux habitudes de travail d'un centre de réadaptation et qui reçoivent une allocation de 21,80 \$ par semaine affirment qu'ils n'y arrivent tout simplement plus.

Leur allocation n'a pas été indexée depuis 1979. Pourtant, le ministère de la Santé et des Services sociaux s'était alors engagé à indexer annuellement l'allocation selon l'indice des rentes. Les crédits nécessaires à cette augmentation avaient même été autorisés par le Conseil du trésor.

Selon M. Sylvain Lippé, porte-parole du groupe Parents et amis représentant les handicapés, si l'indexation manquante ne s'est pas trop fait sentir dans les années 1980, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Donnant comme exemple le coût de la carte CAM qui est passée de 16 \$ en 1980 à 43 \$ cette année, M. Lippé a précisé que même si ces personnes sont handicapées intellectuellement, elles se rendaient compte qu'elles ont de moins en moins d'argent dans leurs poches.

En 1980, le coût du transport par autobus représentait 18 p. cent de l'allocation alors qu'aujourd'hui, il en gruge 49 p. cent.

L'an dernier, les handicapés avaient demandé, mais sans succès au ministre de l'époque, Marc-Yvan Côté, de respecter l'engagement antérieur et de porter l'allocation de 21,80 \$ à 46 \$ par semaine. Cette somme représentant l'augmentation que les handicapés auraient eue, si le gouvernement avait tenu parole.

GRANDE OUVERTURE

officielle de
Longueuil Mazda et Longueuil Nissan
le 17 mai '94

Présentation des modèles
Millenia '95 Maxima '95

Protégé
1 500 \$
de rabais

Précidia
1 500 \$
de rabais

58%
48 mois sur
certains
modèles

Sentra 4 portes
1 000 \$
de rabais

Maxima
500 \$
de rabais

240 SX '95

Costard
de base
500 \$
de rabais

Pour quatre jours
aucune offre
raisonnable refusée

Il y a des
invitations qu'on
ne peut refuser...

Surtout quand c'est
une première!

LONGUEUIL
mazda

60, Roland-Therrien
(coin Saint-Charles)
Longueuil
Tél.: 928-2000

LONGUEUIL
NISSAN

760, Saint-Charles Est
(coin Roland-Therrien)
Longueuil
Tél.: 442-2000



Sylvie, Lucas et Guy: une famille un peu spéciale.

PHOTO PIERRE LALUMIÈRE, La Presse

Une famille à deux étages

CHRISTIANE DUPONT
collaboration spéciale

■ Quand Guy parle de son fils, ses yeux s'illuminent, il devient très volubile et se fait poète. L'interrompre alors relève d'une mission quasi impossible!

Plus calmement, Sylvie, «l'étincelle de départ», dira Guy, écoute les explications de celui qui n'est pas son conjoint, mais un très grand ami, et surtout le père de leur fils de 13 ans, Lucas. Ce dernier prête une oreille distraite à l'entretien, pressé d'aller retrouver ses copains pour disputer une partie de basketball dans la ruelle.

Guy et Sylvie ne sont ni mariés, ni conjoints de fait. Ils ne sont pas davantage séparés, ni divorcés. Ils sont parents... célibataires du même rejeton, conçu il y a bientôt 14 ans. Ils habitent depuis une dizaine d'années le même immeuble dont ils sont tous deux propriétaires, l'une en haut avec fiston, et l'autre en bas.

Un bébé désiré

«J'ai toujours su que je voulais des enfants, affirme Sylvie, mais je ne souhaitais pas vivre avec un conjoint 24 heures sur 24.» Guy, grand copain de Sylvie depuis leur rencontre au cégep, dix ans auparavant, devait jouer le rôle du père biologique, «le géniteur», comme il le dit lui-même. Rien de plus.

Sylvie avait 26 ans quand son projet de maternité a pris forme; elle l'a mûri pendant environ deux ans. Quand leur fils est né, Sylvie et Guy avaient 30 ans.

«Lorsqu'elle a décidé d'avoir un enfant, Sylvie m'a demandé ma participation, un peu comme un faveur, en m'assurant qu'elle s'occuperait de l'enfant toute seule, n'exigerait aucune compensation financière», explique Guy. Ce que tous deux n'avaient pas prévu c'est que le

sentiment paternel s'éveillerait dès le test de grossesse.

Ce sentiment s'est d'ailleurs amplifié lorsque Sylvie a failli perdre le bébé à quatre mois de grossesse. «Cet événement a mis en relief le fait que moi aussi, je le désirais déjà beaucoup, cet enfant-là», dit Guy.

Une cellule familiale

Contre toute attente, Guy est devenu le père et l'ami. «Ça ne s'annonçait pas nécessairement comme ça!», souligne-t-il.



«On n'est pas conventionnels, c'est sûr, dit Sylvie. Mais on n'est pas des grands marginaux non plus.» Se définissant tous deux comme des artistes, un peu bohèmes en quelque sorte, ils ont choisi de faire un enfant, mais pas à partir de l'équation courante, soit le mariage ou l'union de fait.

— On voulait juste une relation dans laquelle on serait confortable, dit Sylvie.

— Ce qui prenait le dessus, c'était une profonde amitié, ajoute Guy.

Ont-ils l'impression de former une famille? «Mais oui, on est une cellule familiale. Après tout, on n'est pas des extra-terrestres!» affirme Guy. Pour lui, il ne fait pas de doute que Sylvie, Lucas et lui forment une famille, différente il l'admet.

Sylvie parle d'ailleurs de la mère de Guy en disant «ma belle-mère». À ce sujet, Guy précise aussi que, compte tenu de ses activités professionnelles qui l'accaparent passablement, Sylvie communique plus souvent avec ses parents que lui-même.

Par ailleurs, il arrive très souvent que Guy partage la table du souper avec Lucas et Sylvie. Et ils possèdent une seule ligne téléphonique...

Lorsqu'on lui demande de définir sa relation, Guy explique: «Nous partageons probablement plus qu'une grande amitié et probablement moins qu'un amour conventionnel. En fait, il régit entre nous une complicité énorme. Tous comptes faits, pour notre fils, c'est sûrement mieux que la situation d'un couple séparé qui se querelle constamment.»

Une relation qui n'a pas changé malgré le fait que Sylvie a un homme dans sa vie qu'elle fréquente régulièrement depuis quelques années.

Porte ouverte

Au début de cette aventure, Guy et Sylvie vivaient et n'avaient pas beaucoup de sous. Lorsqu'elle a accouché, il était en chômage. «Guy était presque toujours avec le bébé et moi», dira Sylvie en souriant. Au fil des ans, Guy, qui travaille dans le domaine de la publicité, s'est taillé une place et une réputation enviables. Il est devenu naturellement le pourvoyeur de la famille.

Sylvie, quant à elle, prenait soin de leur fils, poursuivait des études à temps partiel en techniques de garderie et en massothérapie.

Après avoir vécu dans des logements d'un même quartier de Montréal, ils habitent maintenant le duplex que Sylvie a pu acheter grâce à un petit héritage de son père. Cette formule leur permet de se voir régulièrement et leur fils en profite également.

Et qu'en pense Lucas? «Je trouve ça assez spécial et vraiment génial d'avoir une famille comme ça!» Ses copains, eux, ont mis du temps à comprendre comment ça fonctionnait chez lui.

Les problèmes d'impuissance sexuelle sont plus fréquents qu'on ne le croit

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Depuis l'automne dernier, des dizaines d'hommes, dont l'âge varie entre 38 et 75 ans, ont confié leurs problèmes d'impuissance à la première clinique spécialisée dans l'impuissance sexuelle à Québec. «La vraie réalité, affirme la sexologue Thérèse Lemay, qui participe étroitement à l'investigation, c'est qu'il y a beaucoup plus d'hommes qu'on ne le croit qui vivent de telles difficultés.»

Cet homme n'a pas eu d'érections depuis cinq ans. Son médecin lui a dit qu'après 65 ans, c'est un peu normal d'être moins performant de ce côté. Un autre a perdu son épouse avec laquelle il a partagé une bonne partie de sa vie. Avec sa nouvelle partenaire, il est incapable de faire l'amour. Un autre, plus jeune encore, ne sait plus ce qui se passe. Sa puissance sexuelle l'a soudainement abandonné. Il craint pour sa vie de couple.

«Les problèmes d'impuissance sexuelle ne sont pas rares, mais toujours complexes, ajoute Thérèse Lemay, infirmière en formation et bachelière en sexologie. Il y a 20 ans à peine, on croyait que c'était surtout dans la tête que ça se passait, mais aujourd'hui, on sait que, dans 75 p. cent des cas, c'est d'origine physiologique.»

Jeudi, en fin d'après-midi. Comme à chaque semaine, Mme Lemay accueille des hommes à la clinique aménagée à l'Institut privé d'urologie de Québec.

Rapidement, la sexologue entre dans le vif du sujet. Pas de propos évasifs ni d'expressions trop techniques. L'exposé est clair, bien structuré. Elle compare la structure érectile de l'homme à un système hydraulique. «Pour qu'il y ait érection, précise-t-elle, il faut que les circuits électriques et hydrauliques soient intacts. Vous devez avoir le cylindre qu'il faut de même que la tuyauterie et les valves nécessaires pour conserver l'huile dans le cylindre. S'il y a des fuites ou s'il y a un défaut dans l'alimentation de l'huile, ça ne fonctionnera pas.»

Thérèse Lemay consacre une bonne partie de sa conférence, d'une durée d'une heure environ, aux causes possibles de l'impuissance: troubles artériels, tabagisme, alcoolisme, médicaments, sans oublier les infections ou des anomalies au système génital. S'ajoute le blocage psychologique relié, par exemple, à un deuil, à un divorce, à l'anxiété, à la jalousie ou parfois, à la frigidité de la conjointe.

«Certains croient, à tort, que leurs problèmes découlent de la masturbation à laquelle ils se sont livrés durant l'adolescence, poursuit la sexologue. D'autres sont habités par une peur instinctive

de ne pouvoir satisfaire une partenaire exceptionnelle.»

La conférence se termine par une présentation des différents appareils utilisés dans la recherche des causes physiologiques. «Chez certains patients, le fait d'en entendre parler et de se familiariser avec les influences physiques et psychologiques liées à l'impuissance suffit à les libérer du problème, précise Mme Lemay. Ils identifient eux-mêmes la cause et ne souhaitent pas aller plus loin que cette conférence. Mais, pour la plupart des autres, c'est différent. Un examen plus élaboré devient nécessaire.»

Cette rencontre d'information à laquelle sont admis quatre patients tout au plus, est offerte gratuitement. Des frais d'environ 300 \$ sont exigés pour effectuer, à un autre moment, des tests plus poussés.

La clinique offre non seulement le service d'une sexologue, mais encore, celui d'un urologue, d'un médecin généraliste et d'une psychologue. «L'investigation ne traîne pas, assure le Dr Claude Lemay, urologue à cet institut. Des gens hésitent souvent longtemps avant de consulter des spécialistes. Ils veulent alors savoir au plus vite.»

Ah!

LES CHANCEUX

Ils gagnent le tout nouveau
«Guide Touristique sur Londres»

GUIDES VOIR

Demandez à les VOIR pour le CROIRE!



Les 15 et 16 mai prochains, 15 abonnés chanceux de La Presse recevront ce magnifique Guide Touristique sur Londres offert par Libre Expression.

Voici les chanceux d'aujourd'hui :

M. Carrier de Saint-Hilaire	no 210179C12
M. Fortin de Drummondville	no 210599F00
M. Fournel de Pierrefonds	no 210864F01
Mme Lavoie de Saint-Joseph-du-Lac	no 210912L35
Mme Leblanc de Saint-Denis-de-Brompton	no 210967L04
Mme Cyr de Pont-Viau	no 213700C01
M. Larouche de Boucherville	no 222037L04
Mme Girard de Montréal	no 223360G10
Mme Lamoureux de Anjou	no 234416L04
M. Germain de Chomedey	no 237520G01
M. Bisson de Montréal	no 240070B04
Mme Lalonde de Saint-Vincent-de-Paul	no 246529L00
M. Ménard de Saint-Jean	no 260715M04
M. Demers de Richelieu	no 274400D01
M. Paquette de Saint-Bruno	no 286543P00

La valeur totale des prix offerts est de 898,50 \$, les règlements du concours sont disponibles à La Presse. Les personnes gagnantes devront répondre à une question d'habileté mathématique pour mériter leur prix.

Pour participer,
il suffit de s'abonner à

La Presse

285-6911



Tirage du 94-05-13	
NUMÉROS	LOTS
104663	50 000 \$
04663	5 000 \$
4663	250 \$
663	25 \$
63	5 \$
10466	1 000 \$
1046	100 \$
104	10 \$

Tirage du 94-05-13	
NUMÉROS	LOTS
293869	250 000 \$
93869	2 500 \$
3869	250 \$
869	25 \$
69	10 \$

Tirages du 94-05-08 au 94-05-14	
3	4
DIMANCHE 235	8057
LUNDI 718	8103
MARDI 408	3983
MERCREDI 109	0957
JEUDI 902	3521
VENDREDI 305	6783
SAMEDI 029	7283



Tirage du

94-05-13

<u>8</u>	<u>13</u>	<u>16</u>	<u>17</u>	<u>22</u>
<u>24</u>	<u>27</u>	<u>28</u>	<u>29</u>	<u>30</u>
<u>34</u>	<u>35</u>	<u>39</u>	<u>43</u>	<u>50</u>
<u>54</u>	<u>55</u>	<u>59</u>	<u>64</u>	<u>65</u>

Prochain tirage : 94-05-14

Prochain tirage : 94-05-14
T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso de billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Tirage du 94-05-14	
NUMÉROS	LOTS
781947	100 000 \$
81947	1 000 \$
1947	250 \$
947	50 \$
47	10 \$
7	2 \$

Tirage du 94-05-14	
NUMÉROS	LOTS
781947	100 000 \$
81947	1 000 \$
1947	250 \$
947	50 \$
47	10 \$
7	2 \$

Tirage du 94-05-14	
NUMÉROS	LOTS
781947	100 000 \$
81947	1 000 \$
1947	250 \$
947	50 \$
47	10 \$
7	2 \$

T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

RÉSULTATS

GAGNANTS	LOTS
6/6	
5/6+	
5/6	
4/6	
3/6	

GAGNANTS	LOTS
6/6	0
5/6+	0
5/6	30
4/6	1 201
3/6	21 061

GAGNANTS	LOTS
6/6	0
5/6+	0
5/6	30
4/6	1 201
3/6	21 061

Ventes totales: 835 185,00 \$
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$



Le Lakeland à 31 647 \$, jusqu'au 15 juin, 1994.

Chalet #1 de Viceroy

SOLDE ESTIVAL DÉLIRANT
RÉDUCTION DE 25% Prix 2^{ème} étape
SI VOUS COMMANDEZ MAINTENANT!

Viceroy vous donne une réduction de 25% sur le prix 2^{ème} étape, sur Le Lakeland, un de ses modèles pré-conçus les plus populaires. Vous devez commander avant le 15 juin, 1994.

Ceci est le meilleur achat de chalet de l'année.

Ne laissez pas passer cette occasion

Appelez-nous ou rendez nous
visite aujourd'hui.

Viceroy
LES PLUS BELLES MAISONS.

Laval, 395, Yvon-Berger
Ste-Rose, Laval, Québec H7L 2B9.
Téléphone (514) 622-3185.

Réduire le temps de travail sans abaisser le revenu, dit la CSN

GILLES PAQUIN

■ Après un long et vigoureux débat, les délégués au 57^e congrès de la CSN ont majoritairement adopté hier une politique de réduction du temps de travail sans diminution du pouvoir d'achat des travailleurs.

Une formule qui ne peut être employée «mécaniquement» si on veut éviter l'érosion du revenu des gens qui n'ont même pas un pouvoir d'achat suffisant, a toutefois précisé le président de la centrale Gerald Larose en dressant le bilan des travaux.

«Nous allons faire la promotion du la réduction du temps de travail sans réclamer nécessairement la compensation intégrale du salaire brut. Ce qui est visé, c'est la compensation du pouvoir d'achat», dit M. Larose.

Il a cité en exemple les entreprises ou services publics où existe déjà un programme de congés à traitement différé, une pratique permettant de reporter le versement d'une partie du salaire en vue de prendre un long congé plus tard.

Dans la vraie vie, cela est davantage réservé aux salariés ayant déjà un certain pouvoir d'achat puisqu'ils peuvent répartir leurs revenus de quatre ans sur cinq pour ainsi obtenir une année de congé rémunérée à 80 p. cent dit-il.

Bien entendu, il faut prévoir un mécanisme de mise en vigueur de cette formule pour s'assurer que le volume de travail libéré ne soit

pas occupé par d'autres personnes. Il faut prévoir des listes de rappel, des affichages de postes, des remplacements obligatoires et d'autres méthodes semblables poursuit-il.

La CSN veillera aussi à discipliner le travail supplémentaire et le double emploi de concert avec les employeurs. La réduction du temps doit toucher à l'organisation du travail sans quoi l'expérience tournera court, estiment les délégués.

L'organisme entend se lier aux autres grandes centrales, notamment la FTQ et la CEQ, pour faire une campagne de promotion de cette pratique et amener le gouvernement à légiférer pour l'encadrer dans l'entreprise.

Les comités de négociations du secteur public et privé devront d'abord faire une recherche étoffée pour identifier les secteurs où cela peut s'appliquer et les moyens d'y parvenir en 1995.

La réduction du temps de travail provoque certains grincements de dents parce que cela bouscule les habitudes, mais il y a déjà des entreprises qui ont adopté cette pratique avec des résultats forts positifs, a souligné M. Larose. Ainsi, la papetière Consol à la Baie a radicalement réduit le temps supplémentaire pour créer 90 emplois. De même, à Alma, elle a en créé 52 autres.

Le congrès a également adopté un plan de réorganisation de ses structures qui doit conduire la centrale à réduire de près de 40 p. cent le nombre de conseils centraux et de fédérations qui composent le mouvement.

Les Canadiens, comme peuple, n'ont pas de raison d'être, affirme Maureen McTeer



NATHALIE PETROWSKI

Pour la première fois de ma vie, je sens que la séparation est une possibilité. Le soir des élections fédérales en octobre dernier, Maureen McTeer, exilée à Berkeley, en banlieue de San Francisco, avec l'honorable Joe Clark, son mari, est restée debout jusqu'à 3 heures du matin. Les yeux rivés à la chaîne Sea Span qui diffusait la soirée des élections de CBC, elle a vu son parti s'écrouler et les candidats tomber comme des mouches et rendre leur dernier soupir.

Pour la militante de 42 ans, convertie aux vertus du PC depuis l'âge de 12 ans, féministe avouée et sorte de Hilary Clinton avant l'heure, ce fut une soirée de mortification et de lente agonie. Joe parti commenter la catastrophe sur le campus de Berkeley, elle passa la soirée à coudre sa déprime en compagnie de Catherine, sa fille de 17 ans.

— Vous vous y attendiez? Lui ai-je demandé au début d'avril dans la tranquillité de son salon tapissé de photos du temps où Joe était premier ministre et Maureen, une première dame qui insistait pour garder son nom de jeune fille.

— Je m'attendais à pire, a-t-elle murmuré. Deux sièges, c'est un miracle. Je pensais qu'ils les perdraient tous.

Le lendemain de la défaite, Maureen partait à Hong Kong. Elle devait prononcer un discours sur les femmes en politique au Canada mais le sujet venait de tomber par défaut. Un nouveau s'imposait à lui-même. Le Canada peut-il survivre à la crise politique qui le déchire?

— Je suis arrivée à Hong

Kong avec une bonne et une mauvaise nouvelle, raconte-t-elle. La bonne c'était qu'un parti fédéral, fédéraliste et majoritaire venait d'être élu. La mauvaise c'est que deux partis régionaux menaçants bouchent désormais l'horizon et me font croire que le Canada tel qu'on l'a déjà connu, n'existe plus.

Joe Clark et Maureen McTeer habitent Berkeley depuis le mois de septembre. L'Université de Berkeley les a accueillis pour un an à titre de «visiting scholar» ou professeurs invités si vous voulez. Ils donnent des conférences, assistent à des séminaires, échangent des idées entre universitaires et en profitent surtout pour réfléchir et se calmer les nerfs.

Joe siègeait régulièrement au sein d'un comité international à Chypre, Maureen se retrouve souvent seule à la maison avec sa fille Catherine. Ces longues heures de calme loin de la cacophonie canadienne l'ont aidée sinon forcée à prendre un certain recul après pratiquement trente ans de politique active au sein du Parti conservateur. Mais même à des années-lumières des cancons d'Ottawa et des chicanes constitutionnelles, même quand le soleil plombe sur le Pacifique et que le parfum des fleurs est enivrant, Maureen s'inquiète pour le Canada.

À l'aéroport d'Oakland où elle était venue me chercher avec sa Honda Accord, elle m'annonça qu'elle préférerait ne pas parler de politique. Le sujet était délicat. Trop d'amis avaient coulé avec le bateau et elle se sentait coupable de se la couler douce sous le soleil californien.

L'avertissement fut servi en pure perte. Maureen a la politique dans le sang. Elle ne sait parler que de cela. Pendant deux heures nous avons donc fait le tour de la question et parlé du Canada comme l'on parle d'un défunt le jour de son enterrement.



Maureen McTeer et son mari aimeraient bien revenir au Canada, mais pas immédiatement.

PHOTO La Presse

On connaît ses sympathies pour le Québec. Elles sont restées intactes même si Maureen McTeer n'est pas précisément une adepte de l'autoroute de l'indépendance. La question pour elle se pose autrement.

— L'enjeu pour moi ce n'est pas est-ce que le Québec va se séparer mais est-ce que le Canada peut continuer comme entité nationale? Permettez-moi d'en douter.

— Je ne crois pas que la séparation soit inévitable en même temps pour la première fois de ma vie, je sens que c'est possible. Tout ce qui s'est passé — Meech, la crise des institutions, la mentalité des Canadiens — rien de tout cela ne m'inspire confiance.

Maureen n'en veut pas aux Québécois. Au contraire. Elle les trouve ouverts, progressistes et plus réfléchis politiquement que leurs confrères de langue anglaise. Les fleurs lancées au Québec vont de pair avec les reproches amers faits au Canada.

— Les Canadiens comme peuple n'ont pas de raison d'être, c'est leur drame. Le soir de Meech quand Bourassa a demandé: What does Canada want? il avait raison. Trop souvent, les Canadiens se définissent dans leur antagonisme envers le Québec. Mais on ne peut pas être un pays juste en étant contre le Québec. Ça ne suffit pas!

Même si les bulletins de nouvelles américains ignorent systématiquement le Canada, Maureen s'acharne à suivre l'actualité canadienne à distance. Fax, téléphone et correspondance, tous les moyens sont bons pour sonder l'âme d'un pays qui selon elle, se désintègre et foute le camp.

— Je n'ai pas perdu espoir ce n'est pas mon genre, en même temps je suis inquiète. Il y a trop de provinces qui pensent qu'elles sont plus que des provinces et trop de Canadiens avec une mentalité de provinciaux qui se disent si le Québec se sépare, on va le faire nous autres aussi, d'abord.

— Êtes-vous bien certaine de vouloir revenir au Canada?

— Oui, bien sûr, mais peut-être pas immédiatement. Disons que pour l'instant Joe et moi avons l'impression d'avoir fait tout ce que nous pouvions pour le Canada. Nous aimerions bien être citoyens du monde pour un temps.

Aux dernières nouvelles, le passeport canadien de Maureen McTeer et de Joe Clark est encore bon pour quelques années. Si je me fie à ce que dit Madame, nous ne risquons pas de les revoir au pays avant la date d'expiration.

Les travailleuses en garderie réévaluent leur stratégie

Presse Canadienne

■ Les travailleuses en garderie syndiquées à la Fédération des affaires sociales de la CSN feront savoir aujourd'hui si elles entendent poursuivre le mouvement de grève générale illimitée qui affecte 13 garderies au Québec — 12 à Montréal et une dans les Laurentides.

Les représentantes syndicales ont réévalué leur stratégie, hier, à la lumière des mesures annoncées jeudi par le ministre André Bourbeau dans son budget.

Le gouvernement Johnson a prévu une aide temporaire de 6,5 millions aux éducatrices, en plus

d'apporter un soutien aux parents.

La présidente du Syndicat des travailleuses en garderie de Montréal, Mireille Bénard, juge positif le fait de pouvoir aller chercher immédiatement une augmentation salariale d'un dollar l'heure. Mais comme il s'agit d'une mesure temporaire, elle prévient que rien ne garantira qu'il soit possible de la maintenir à partir d'octobre.

La vice-présidente de la CSN, Claudette Charbonneau, a indiqué hier que tous les moyens de pression seront envisagés, y compris une grève générale, dans l'éventualité où les offres gouvernementales seraient rejetées.

Les Cadets de l'air, une vraie école d'apprentissage, dit Jacques Duchesneau

RAYMOND GERVAIS

■ Comme de nombreux jeunes adolescents de son âge, Michel Chouinard, aujourd'hui âgé de 15 ans, n'avait aucun but précis dans la vie il y a deux ans et passait la grande partie de son temps à écouter son baladeur ou à jouer au Nintendo.

«J'étais sur la terre, mais je ne



Le directeur de police Jacques Duchesneau avait troqué son uniforme bleu foncé hier pour celui de l'Aviation royale du Canada.

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

savais pas vraiment pourquoi. Rien ne m'intéressait. Tout était terne. Je ne cherchais qu'un prétexte pour décrocher. Comme plusieurs de mes camarades de classe, j'estimais que j'en savais assez pour me débrouiller dans la vie et je trouvais que mes parents et mes enseignants étaient dépassés par les événements, ne comprenant rien aux problèmes des jeunes», a déclaré Michel.

Aujourd'hui, l'adolescent a bien changé et possède maintenant un but dans la vie. Il veut devenir ingénieur en aéronautique. Une des seules professions, la médecine mise à part, où l'étudiant a de bonnes chances de se dénichier un emploi une fois ses études terminées.

«Si j'ai changé, je le dois au mouvement des Cadets de l'Aviation royale du Canada. Lorsqu'un ami aussi désabusé que moi m'a parlé de m'inscrire chez les cadets pour voir ce que ça donne, j'ai trouvé ça bien drôle. La vie militaire de m'ayant jamais intéressé. Je ne me voyais pas cirer mes bottes et à repasser un uniforme. Encore bien moins le porter, mar-

cher en cadence et surtout me faire couper les cheveux. Mais comme j'étais un suiveux et très influençable, j'ai embarqué pour le trip», a confié Michel.

Hier, il participait à Boucherville avec quelque 450 autres jeunes cadets âgés de 12 à 18 ans, provenant de huit escadrons de la Rive-Sud de Montréal, à la Journée du cadet organisée par l'Escadron 711 Pierre-Boucher.

Pour la première fois depuis neuf ans, l'escadron de Boucherville s'est vu décerner par la Ligue des cadets de l'air, le droit d'organiser l'événement qui se veut une journée de récompense pour les jeunes.

La revue

Comme chaque défilé militaire possède son officier de revue, c'est nul autre que le directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, M. Jacques Duchesneau, également lieutenant-colonel honoraire de l'Aviation royale du Canada depuis trois ans, qui était l'invité d'honneur.

Issu d'un milieu défavorisé où la criminalité était très élevée, Jacques Duchesneau a fait partie des Cadets de l'air durant cinq ans.

Il a expliqué hier que la formation qu'il avait reçue à ce moment-là, avait certainement contribué à le garder dans le droit chemin.

«J'ai mis toutes mes énergies dans les cadets. Si je suis là où je suis aujourd'hui, c'est en partie grâce aux Cadets de l'air que je le dois. Ils m'ont donné une formation et orienté. C'est toujours avec plaisir que j'accepte d'être officier de revue. C'est ma façon à moi de remercier le mouvement pour ce qu'il m'a donné et y a une trentaine d'années», a confié M. Duchesneau.

Lors d'une brève allocution qu'il a prononcé devant les jeunes cadets, le lieutenant-colonel Duchesneau a lancé un message de persévérance aux adolescents en leur disant que la clé de la réussite, tant sur le plan personnel que professionnel, consistait en une «combinaison de discipline, d'études et d'intérêts».

Comme Jacques Duchesneau et de nombreux jeunes de son âge qui, à chaque année, joignent le mouvement des Cadets de l'air, Michel Chouinard a appris le respect des autres et de lui-même. Il n'aime pas jouer au soldat, mais reconnaît qu'il a étendu ses connaissances dans plusieurs domaines.

«Je m'intéresse à tout maintenant. J'ai appris à m'exprimer en public et je suis des cours donnés par la Ligue des cadets», a ajouté l'adolescent.

En plus du traditionnel défilé à travers les rues de la ville, les jeunes cadets ont l'occasion de participer à des jeux et à des compétitions sportives au sein d'équipes formées à partir de différents escadrons.

ça va Chauffer

CHEZ TOYOTA DUVAL

LA VENTE ÉTIQUETTE ROUGE BAT SON PLEIN

TERCEL À PARTIR DE **169 000 \$*** 48 MOIS SOLUTION TOYOTA

COROLLA SPÉCIAL À PARTIR DE **219 000 \$*** 48 MOIS SOLUTION TOYOTA

CAMRY DLX À PARTIR DE **289 000 \$*** 48 MOIS SOLUTION TOYOTA

****5.8% FINANCEMENT** SUR TERCEL, COROLLA, PASEO, CAMRY ET CELICA EN STOCK POUR 12 À 48 MOIS

CLIMATISEUR OU TRANSMISSION AUTOMATIQUE GRATIS SUR CAMRY

1 000 \$ MINIMUM POUR VOTRE ÉCHANGE LUNDI, MARDI SEULEMENT (PEU IMPORTE L'ANNÉE DE VOTRE VOITURE)

* Prix de location SOLUTION TOYOTA 48 mois sur approbation du crédit chez TOYOTA CANADA CREDIT INC. Basé sur 96 000 kilomètres au total. TERCEL, comptant de 1 000 \$, coût total du bail 10 232 \$ (prix de location d'achat 3 825,26 \$). COROLLA, comptant de 1 000 \$, coût total du bail 12 992 \$ (prix de location d'achat 5 206,18 \$). CAMRY, comptant de 2 000 \$, coût total du bail 19 132 \$ (prix de location d'achat 9 234,24 \$). 10 \$ pour chaque kilomètre excédant 96 000 km. 1^{er} paiement comptant, dépôt de sécurité encaissé à la livraison. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Montant requis total pour TERCEL 1 550,99 \$ / COROLLA 1 883,67 \$ / CAMRY 2 995,16 \$ ** Financement au taux de 5,8 % pour 12 à 48 mois sur approbation du crédit par TOYOTA CANADA CREDIT INC. Pour livraison avant le 31 mai 94.

TOYOTA DUVAL 1175, AMPÈRE, BOUCHERVILLE 655-2350 (sortie 92, autoroute 20)

PLUS QU'UN SIMPLE CONCESSIONNAIRE

NOS PATIENTS NE DEVIENNENT JAMAIS IMPATIENTS

Service de laboratoire professionnel. Résultats rapides.

- Aucun rendez-vous. La plupart du temps vous repartez après quelques minutes.
- Résultats rapides, habituellement le même jour.
- Des résultats rapides signifie que vous pouvez commencer vos traitements plus tôt.
- Réductions pour personnes de l'âge d'or et visites à domicile.
- Frais remboursés par la plupart des compagnies d'assurances médicales.

Demandez à votre médecin qu'il vous envoie chez nous. Demandez les heures d'ouverture du laboratoire le plus proche de chez vous.

Banlieue Ouest	MONTRÉAL
Beaconsfield 444, boul. Beaconsfield 695-4455	Pierrefonds 12774, boul. Gouin Ouest 684-6422
Centre médical Southwest One 175, ch. St-Vincent Bur.135 Pointe-Claire 697-3931	Centre médical René-Lacombe 1100, boulevard de l'Acadie Bureau 208 Mont-Royal 343-4333
Centre médical Dorion 600, boul. Harwood 455-9301	Centre médical Westmount 5025, rue Sherbrooke Ouest Bureau 265 Mt. 492-5521
Centre médical 145, bd St-Marc Ouest, Bureau 305, Dorval 669-4696	

LABORATOIRES DIAGNOSTIQUES

Siege social/laboratoire principal

OUVERT 7 JOURS SUR 7
Lundi-vendredi 7 h 30-21 h
Samedi 8 h-16 h
Dimanche et fêtes 10 h-16 h

Haïti résistera militairement, prévient Cédras

d'après AFP
WASHINGTON

Raoul Cédras a prévenu que l'armée et le peuple haïtiens se battront jusqu'au bout en cas de tentative de débarquement américain en Haïti pour restaurer le président en exil Jean Bertrand Aristide, dans une interview diffusée hier sur CNN.

Une intervention militaire, projet dont la presse américaine a fait état au cours des derniers jours malgré les démentis de la Maison blanche, «serait la plus terrible erreur des États-Unis», a déclaré le commandant des forces armées haïennes, dont la communauté internationale réclame le départ depuis le coup d'État contre le président démocratiquement élu Aristide en 1991. «Les Américains auront en face d'eux un peuple. Le peuple de tous les secteurs de ce pays, les forces armées aussi», a ajouté le général Cédras, glorifiant l'«expérience» de la résistance à l'intervention américaine de 1915 qui a, selon lui, fait 5000 morts en Haïti.

Le général Cédras, dans une interview enregistrée avant la désignation mercredi du président de la cour de cassation M. Emile Jonassaint, au poste de chef de l'État provisoire, a ajouté qu'il ne démissionnerait pas malgré les nouvelles sanctions qui doivent entrer en vigueur la semaine prochaine.

Ce durcissement de l'embargo imposé pour contraindre le haut-commandement militaire à démissionner, ne peut conduire qu'à une «polarisation de la société, et risque de provoquer une

explosion sociale», a-t-il estimé. «Dès le début, les sanctions ont détruit l'économie et l'écologie. Elles détruisent toutes les institutions, l'âme nationale et réduisent les Haïtiens à la pauvreté», a ajouté le général Cédras.

Il a rappelé que pour lui, comme pour le nouveau «président» Jonassaint, la «solution en Haïti doit être négociée entre Haïtiens» et a regretté le «dialogue de sourds» avec Washington. «Dans notre société, beaucoup de gens rejettent le père Aristide», a estimé le général, en affirmant que le président avait tenté avant son exil «de renverser l'esprit des élections pour le transformer en une dictature». Il a enfin minimisé les rapports faisant état de massacres de partisans d'Aristide à travers Haïti. Ces informations sont «dirigées et exagérées», a-t-il dit. Selon lui, «le moindre fait est rapporté comme un viol des droits de l'homme».

Par ailleurs, 277 «boat-people» haïtiens qui cherchaient à gagner les côtes de Floride sur des embarcations de fortune, ont été refoulés par des gardes-côtes américains et ramenés vendredi à Port-au-Prince, a-t-on annoncé hier de source officielle. Il s'agit du premier refoulement de réfugiés haïtiens depuis l'annonce par l'administration américaine d'un assouplissement de la procédure de refoulement des haïtiens. Cette modification prévoit une audition préalable des demandeurs d'asile politique à bord des bateaux intercepteurs. Il n'a pas été précisé si les candidats à l'exil ont pu se justifier avant d'être rapatriés.



Le président Joaquín Balaguer (à dr.) est accueilli par le secrétaire aux Travaux publics, Eduardo Estrella, à son arrivée à Saint-Domingue.

PHOTO AP

République dominicaine: la crainte d'une invasion d'Haïtiens affamés favorise Joaquín Balaguer

d'après Reuter
SAINT-DOMINGUE

En se rendant aux urnes demain les Dominicains devront choisir entre le président sortant Joaquín Balaguer, qui a 87 ans sollicite un septième mandat, et un candidat plus jeune, social-démocrate et noir, José Francisco Peña Gómez.

La victoire du challenger marquerait une rupture dans la vie politique du pays, dominée pratiquement sans interruption par le conservateur Joaquín Balaguer depuis la fin de la guerre civile en 1965. Pour la première fois depuis plus d'un siècle un Noir accéderait à la présidence du pays. Pour les diplomates, le scrutin, qui concerne également les représentants des municipalités et du Congrès, constitue tout autant un référendum sur les problèmes raciaux que les programmes ou l'âge des candidats.

La campagne électorale a été marquée par des dizaines de tués et de blessés, dans un pays où 16 p. cent de la population est blanche, 11 p. cent noire et le reste métis. Peña Gómez, dont le Parti révolutionnaire dominicain (PRD) a des liens avec l'Internationale socialiste, est l'ancien maire de Saint-Domingue et l'un des hommes politiques les plus populaires du pays.

Il devançait Balaguer dans les sondages d'opinion, mais récemment son avance s'est sensiblement réduite et les deux hommes sont désormais au coude à coude. Le maintien au pouvoir pour un

nouveau mandat de quatre ans du président sortant, aveugle, malentendant et incapable de se déplacer seul, n'est pas à exclure.

Le président Balaguer, entré en politique comme courtisan de l'ancien dictateur Rafael Trujillo, est connu pour les milliards dépensés dans des travaux publics, dont le dernier en date est un immense phare en forme de croix érigé en mémoire de Christopher Colomb.

Tout au long de la campagne électorale, des rumeurs, dont l'origine a été attribuée aux partisans de Balaguer, ont circulé sur les origines haïtiennes de Peña Gómez et sur son «désir» de fusion des deux pays. Le sujet est particulièrement sensible dans ce pays qui partage l'île d'Haïti avec Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère. De nombreux Dominicains vivent dans la crainte permanente d'une invasion d'Haïtiens affamés et désespérés.

«Le facteur racial est probablement le plus important dans cette élection. En fait, une partie de la raison d'être du peuple de la République dominicaine est de se dire qu'ils ne sont pas Haïtiens», explique Anthony Bryan, spécialiste des Caraïbes et chercheur associé à l'université de Miami.

Des observateurs de l'Organisation des États américains (OEA) sont arrivés sur place pour surveiller le bon déroulement du scrutin et tous les candidats, à l'exception de Juan Bosch, se sont engagés par écrit à en respecter le résultat. Juan Bosch, le grand rival de Balaguer, est également candidat à la présidence à 86 ans,



Un soldat du Front patriotique du Rwanda (FPR) traverse une forêt à vélo près de Kibagabaga, dans les faubourgs de Kigali, que le FPR a pris il y a une semaine, tandis que les massacres se poursuivent.

PHOTO AP

Rwanda: l'ONU lambine

d'après AFP
KIGALI

Malgré l'urgence, le Conseil de sécurité a reporté au début de la semaine prochaine l'adoption d'une résolution par laquelle la communauté internationale se donnera les moyens de mettre fin à l'impitoyable tragédie rwandaise.

«Un jour de retard est un jour de trop», a réagi hier Moutar Gueye, porte-parole d'une mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), demeurée pour l'essentiel spectatrice impuissante d'un carnage de plus de 200 000 personnes, qui l'a immédiatement dépassée. M. Gueye a cependant ajouté avoir bon espoir que la MINUAR II, que devrait promouvoir le Conseil de sécurité, aura les moyens d'une intervention enfin efficace.

En attendant, le bilan de la guerre civile au Rwanda pourrait être de 500 000 morts, soit plus du double des estimations retenues jusqu'à présent, indique-t-on à Kigali de source proche des organisations d'aide humanitaire. «Notre estimation provisoire est que 500 000 personnes ont été tuées au Rwanda depuis le début des combats, a affirmé un responsable de l'aide humanitaire qui avançait auparavant le chiffre de 200 000 morts.

«Les autorités de Kigali ont déclaré il y a quatre jours que 60 000 corps avaient été évacués de Kigali et enterrés dans des charniers en-dehors de la ville, qui comptait 350 000 habitants avant le massacre. «Nous ne voyons aucune raison pour que des massacres de cette ampleur ne correspondent pas à la situation du reste du pays», a-t-on ajouté de même source sous couvert de l'anonymat.

Dans les milieux de l'aide internationale à Kigali, on déclarait toutefois que les chiffres ainsi avancés étaient provisoires et que le bilan réel ne serait peut-être jamais connu. La Mission d'assis-

tance de l'ONU au Rwanda (MINUAR) a, de son côté, dit n'avoir aucun moyen de vérifier ces chiffres.

En attendant, les combats entre le Front patriotique rwandais (FPR, rébellion de la minorité tutsie) et les forces gouvernementales, pour le contrôle de la capitale rwandaise, se sont poursuivis hier. Ils sont nettement baissés d'intensité dans la journée, se limitant dans l'après-midi à des échanges limités de tir à l'arme légère. «Le calme ne durera pas», a cependant estimé M. Gueye. Dans l'Ouganda voisin, les riverains du lac Victoria creusent des tombes pour enterrer les milliers de cadavres charriés par la rivière Akagera qui rejette des corps sur tout son parcours à travers le Rwanda et le long de la frontière tanzanienne.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a reporté vendredi soir au «début de la semaine prochaine» son vote sur le renforcement de la MINUAR, réduite à quelque 400 casques bleus et qui, selon les vœux du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, devrait en compter 5500 prochainement pour une mission destinée essentiellement à «arrêter le génocide» au Rwanda. Après quatre heures de consultations, un «accord substantiel» s'est dégagé entre les membres du conseil sur un projet de résolution en ce sens, mais plusieurs délégations ont souhaité avant de l'adopter obtenir des instructions définitives de leurs gouvernements.

Des désaccords sont apparus entre les États Unis et le secrétaire général. Washington avait proposé mercredi de ne déployer une force internationale que dans des «zones de protection» près des frontières avec le Burundi et la Tanzanie. M. Boutros-Ghali a estimé que «toute initiative de ce genre devrait être assortie d'une action pour aider les personnes dans le besoin à l'intérieur» du Rwanda. Concentrer les efforts de la communauté internationale dans les régions frontalières serait, selon M. Boutros-Ghali, ne s'attaquer qu'à une petite partie du problème.

Aden dément l'avancée des nordistes

d'après AFP
LONDRES

Un responsable sudiste du ministère yéménite de la Défense a rejeté hier soir comme «désinformation» la déclaration d'un porte-parole militaire à Sanaa faisant état d'une avancée des troupes nordistes vers la principale base aérienne sudiste d'Al-Anad, située à 50 km au nord d'Aden.

Selon la radio d'Aden, reçue par les services de la BBC, les informations faisant état de la progression des forces nordistes vers les villes d'Al-Anad et d'Al-Dali et de la prise d'Al-Musaymir «n'ont aucun fondement» et relèvent de la «guerre psychologique» et d'une «campagne de désinformation».

Un porte-parole militaire à Sanaa avait affirmé, un peu plus tôt, que les troupes yéménites nordistes avaient poursuivi hier leur progression vers la principale base aérienne sudiste d'Al-Anad, située à 50 km au nord d'Aden.

Dans un communiqué reproduit par l'agence officielle SABA contrôlée par Sanaa, le porte-parole avait précisé que les forces fidèles au président Ali Abdallah Saleh avaient «dépassé la région de Joul-Madram, située près de la base d'Al-Anad».

Un journaliste de l'AFP a constaté hier que les forces sudistes se sont repliées à dix km au sud de la ville de Daleh tombée aux mains des nordistes, et y ont installé leurs nouvelles lignes de défense. Ce front qui commande la base d'Al-Anad, visitée par les journalistes venant d'Aden, était calme dans la journée où aucune activité militaire n'était perceptible à part la chute à l'aube de deux missiles sol-sol SS-20 à 12 km de la base qui n'ont pas fait de dégâts.)

Sanaa avait affirmé avoir conquis, vendredi, la ville stratégique de Daleh, située dans l'ancien territoire du Yémen du sud, et qui commande l'accès à Al-Anad. Des journalistes à Aden ont confirmé la chute de la ville, où une rude bataille avait opposé ces derniers jours forces nordistes et sudistes.

La chute de la base d'Al-Anad handicaperait l'aviation sudiste, qui constitue l'une des principales forces de frappe des sudistes.

Dans le secteur sud-ouest, les forces de Sanaa ont «avancé des dizaines de kilomètres dans la région de Kharaz et progressaient vers le camp de Saladin (sudiste)», situé à une centaine de km à l'est d'Aden, a poursuivi le porte-parole. Selon lui, «des équipements militaires, dont une station de radar maritime, y ont été saisis».

L'aviation nordiste a mené avec succès plusieurs raids contre des renforts militaires que les sudistes acheminaient dans la région de Naqba, dans la province de Shabwa, a conclu le porte-parole.

Le plan de paix pour la Bosnie critiqué

d'après Reuter
SARAJEVO

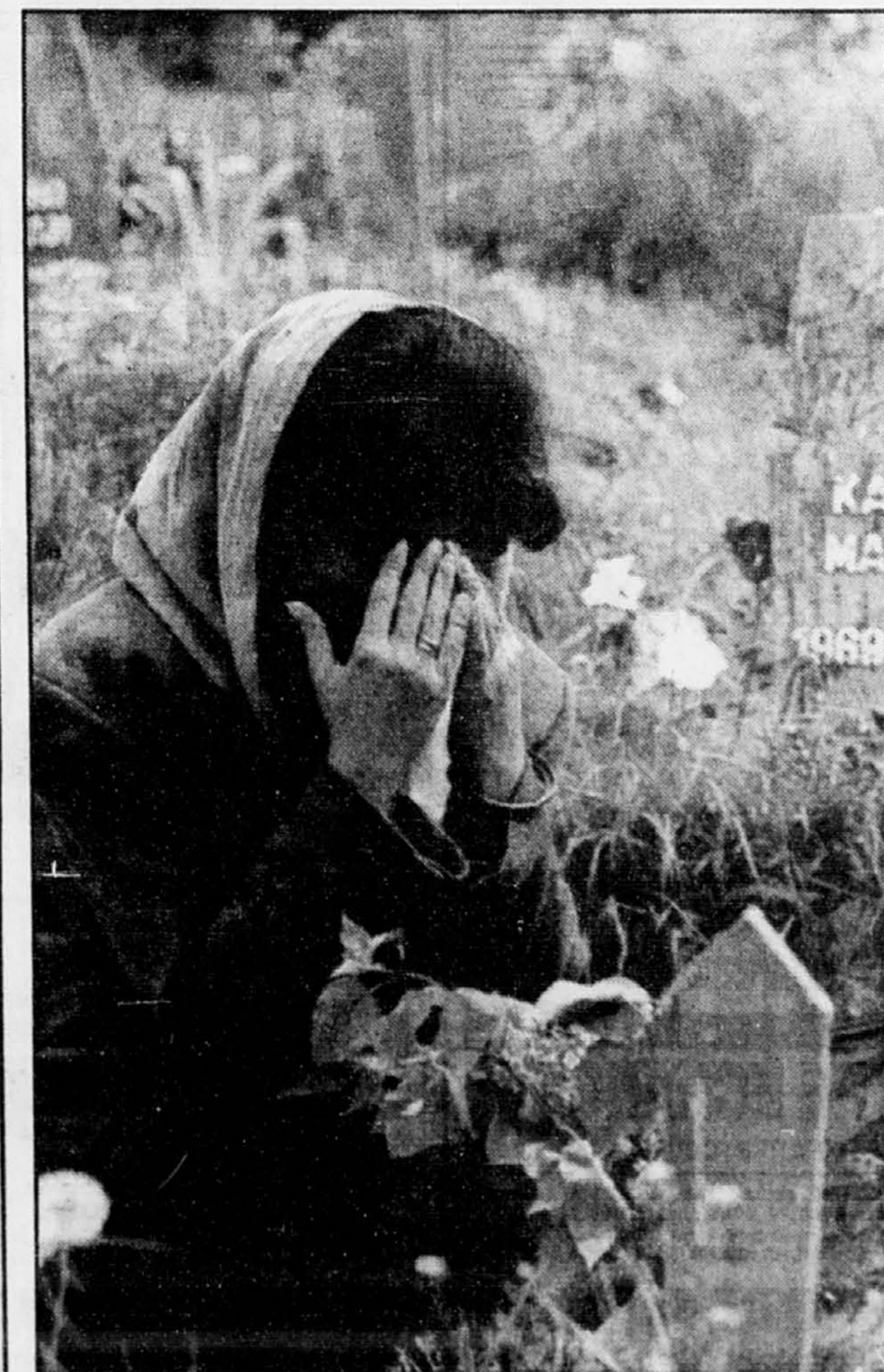
Lors que le secrétaire d'État américain Warren Christopher tentait de défendre le plan de paix pour la Bosnie adopté à Genève par les Russes et les Occidentaux, les combats s'intensifiaient sur le terrain.

Autre signe avant-coureur d'une intensification prévisible des affrontements la nomination du général Ante Roso, chef des milices croates du Conseil de défense (HVO) et du général Fikret Muslimovic, un Musulman, à la tête des forces armées de la future fédération croato-musulmane de Bosnie. Il y a seulement trois mois, les deux hommes commandaient des forces qui se combattaient l'une l'autre dans le centre de l'ancienne république yougoslave. Aujourd'hui, ils président un état-major conjoint dont la mission est de coordonner la stratégie contre les forces serbes de Bosnie.

Les Bosniaques ont dénoncé le plan de paix qui «récompense l'agression serbe» et souligné qu'il ne contenait aucun mécanisme qui contraindrait les Serbes à négocier et à céder certains des territoires qu'ils ont conquis. «Nous réclamons des garanties. Nous voulons des engagements de la part de la communauté internationale», a dit aux journalistes le premier ministre bosniaque Haris Silajdzic. À l'issue d'une rencontre avec le ministre russe des Affaires étrangères, Andrei Kozirev,

Warren Christopher a défendu l'accord de Genève, affirmant à la presse qu'il avait, pour la première fois, réuni les principales parties intéressées sur une initiative commune. Le plan de paix, entériné vendredi par les chefs de la diplomatie américaine, russe, britannique, française, allemande et grecque ainsi qu'un représentant de l'Union européenne, prône une relance des pourparlers pendant une trêve de quatre mois et attribue aux Serbes de Bosnie 49 p. cent du territoire bosniaque, Croates et Musulmans se partageant les 51 p. cent restant. Haris Silajdzic a dénoncé le bradage que constituait cette proposition et estimé que les États-Unis avaient cédé aux Européens qui veulent faire pression sur les Musulmans.

Sur le terrain, les combats entre Musulmans et Serbes se sont intensifiés autour de l'enclave musulmane de Tuzla, dans le nord de la Bosnie, au profit des Musulmans. Selon le capitaine Jens Kirk, porte-parole de l'Onu, des duels d'artillerie et de blindés ont contraint les observateurs à s'abriter à cinq reprises vendredi autour de Vares. L'armée serbe de Bosnie bombardait Tuzla et d'autres objectifs musulmans depuis le sommet de Vujanac. La plus grande partie de colline d'Ozren est encore sous contrôle serbe, mais la capture de son sommet constitue un succès inhabituel pour les Musulmans. Elle n'a toutefois pas été confirmée par l'armée serbe de Bosnie.



Une Musulmane se couvre le visage pour pleurer sur la tombe de son mari au cimetière militaire de Sarajevo.

PHOTO REUTERS

Le colonel Roméo Lalonde est reconnu coupable

Le harcèlement sexuel étant «inacceptable», la poursuite réclame une peine sévère

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Un officier supérieur des Forces canadiennes, décoré pour service méritoire au cours de la guerre du Golfe, a été trouvé coupable de harcèlement sexuel à l'endroit d'une femme qui se trouvait alors sous son commandement. Il sera rétrogradé et devra payer une amende de 5000\$.

Le tribunal militaire qui a délibéré hier pendant quatre heures a trouvé le colonel Roméo Lalonde coupable de harcèlement sexuel et une réprimande sévère sera placée à son dossier. Les cinq juges l'ont toutefois acquitté de l'accusation d'agression sexuelle.

L'incident en question remonte à mars 1991, au Qatar, où des avions canadiens étaient basés dans le cadre des opérations conjointes alors menées contre l'Irak. Le colonel Roméo Lalonde, âgé de 53 ans, y dirigeait les forces aériennes, responsabilité pour laquelle il a par la suite été décoré de la Croix du service méritoire.

Le capitaine Catherine Newman s'est plaint du fait que l'offi-



Le colonel Lalonde sera rétrogradé au rang de lieutenant-colonel.

cier supérieur lui avait caressé un sein et avait glissé la main sous sa jupe alors qu'un groupe de militaires revenait d'une soirée de party à bord d'une fourgonnette.

La femme de 29 ans a indiqué en cour qu'avant de monter à bord, les officiers, qui avaient bu,

l'avaient insultée en lui adressant des remarques «dégoûtantes», un peu comme si elle avait été une prostituée.

La peine maximale pour harcèlement sexuel, selon le code militaire, est le licenciement ignomi-

nieux, et deux ans moins une journée de prison.

L'avocat de la poursuite, le major Mario Léveillé, a recommandé le licenciement en expliquant qu'«il fallait établir un exemple à partir de ce cas particulier, un exemple montrant que ce genre de comportement est inacceptable».

Mais l'avocat de la défense, le lieutenant-colonel Denis Couture, a répliqué que le renvoi de l'armée de l'officier était «absolument inapproprié» en soutenant que ce dernier était «exceptionnellement efficace» et s'était toujours bien soucié de ses troupes.

Le colonel Lalonde qui sera rétrogradé au rang de lieutenant-colonel, a quitté le tribunal sans donner le moindre commentaire.

Dans une déclaration faite plus tôt à la police militaire, il avait déclaré que, ce soir-là, il était «à moitié saoul» et avait tout simplement voulu être galant en mettant son bras sur les épaules de la plaignante. Il ne croit pas lui avoir touché un sein par accident et ne se souvient pas d'aucun autre contact physique.

ÇA C'EST L'ÉTÉ AVEC



La Ronde tout l'été

Seulement

39 99\$*

Grâce à
La Presse



OUVRE SES PORTES AUJOURD'HUI DÈS 10 HEURES!

- SPECTACLES
- CIRQUE
- DIX FEUX D'ARTIFICE
(SANS SIÈGE RÉSERVÉ)

Tout l'été
à La Ronde
AVEC
TA PASSE

39 99\$*

Tout l'été
à La Ronde
SANS
TA PASSE

1700\$*

- NOUVEAU
MANÈGE
AU VILLAGE
MÉDIÉVAL



Viens l'essayer!

La Presse

Du fun tant que tu veux, 7 jours sur 7, tout l'été!

- Découpe ce bon rabais.
- Présente-le à la billetterie de La Ronde le 14, 15, 21, 22 ou 23 mai 1994 pour bénéficier de ton rabais sur la passe de saison 7 jours.

Rabais valide seulement les 14, 15, 21, 22 et 23 mai 1994. Limite d'un coupon par personne. Non monnayable. Ne peut être combiné à aucune autre offre promotionnelle.

817

La Presse

La Ronde
passe
de SAISON 94

39 99\$*

Prix régulier 49 \$*
*Taxes en sus

Grande vente de liquidation
1 jour seulement
LUNDI 16 MAI 94
Prix pré-négocié

25 millions \$ d'inventaire

mazda
Je me sens bien.

Nord Laval
Querin
1530, boul. Chomedey
Laval
688-4787

Grande vente de liquidation
1 jour seulement
LUNDI 16 MAI 94
Prix pré-négocié

25 millions \$ d'inventaire

mazda
Je me sens bien.

Ouest
mazda
2-20
1, boul. Don Quichotte
Île Perrot
453-7220

Grande vente de liquidation
1 jour seulement
LUNDI 16 MAI 94
Prix pré-négocié

25 millions \$ d'inventaire

mazda
Je me sens bien.

Centre-ville
mazda
Gabriel
5333, St-Jacques O.
Montréal
484-7777

Grande vente de liquidation
1 jour seulement
LUNDI 16 MAI 94
Prix pré-négocié

25 millions \$ d'inventaire

mazda
Je me sens bien.

Est
GAREAU
10175, rue Papineau
Montréal
381-3987

Grande vente de liquidation
1 jour seulement
LUNDI 16 MAI 94
Prix pré-négocié

25 millions \$ d'inventaire

mazda
Je me sens bien.

Rive-Sud
CONCEPT **DUVAL**
mazda
1510, rue Ampère
Boucherville
449-7929



Les truands de légende: Michel Lafleur

C'est dans les années 70 que le gangstérisme québécois vit son âge d'or. Les Blass, Mesrine ou Mercier, ces as du braquage et de l'évasion, défraient la chronique. Le moins connu et le moins sanguinaire de cet aréopage, Michel Lafleur, n'en était pas le moins performant. En matière de cavales, c'est le champion toutes catégories avec cinq réussites à son actif. Ce garçon perdu, discret, intelligent, gonflé mais non violent, n'acceptait pas de vivre derrière les barreaux. Peut-être a-t-il parfois eu l'impression de s'être trompé d'histoire...

Passe-muraille et gentleman-braqueur



DANIEL PROULX

collaboration spéciale

Le 14 décembre 1968, en après-midi, trois jeunes loubards masqués et armés d'un pistolet à air comprimé débarquent dans une bijouterie de l'Est de Montréal. Le patron, sa femme et leur costaud de fils ne sont pas des commodes: ils sautent tous trois sur le paletot des intrus qui, désarmés et démasqués, fuient à toutes jambes.

Deux d'entre eux sautent dans une voiture, démarrent en trombe et quelques rues plus loin, emboutissent l'avant d'un taxi. Ils en sont quittes pour une fracture du crâne et une dizaine d'années de prison...

Le troisième larron ne perd rien pour attendre. Trois mois plus tard, il est condamné à six ans de réclusion pour un vol qualifié. Ce n'est qu'en avril 1971 qu'il est accusé dans l'affaire de la bijouterie et qu'il se voit infliger une peine additionnelle de six ans. Michel Lafleur a vingt ans, il décidera bien vite que l'air du bagne ne lui sied en rien.

Quatre mois après sa condamnation, dans la nuit du 30 août 1971, en compagnie de trois co-détenus de l'Institut Archambault, il force les barreaux de la fenêtre de sa cellule, grimpe sur le toit de la prison, descend plus loin dans la cour puis escalade enfin la haute clôture qui le sépare de la liberté.

L'alerte est donnée à 6h30 le matin. Cinquante gardiens de la prison, une trentaine de policiers et des soldats de l'armée canadienne battent les environs que survole la journée durant un hélicoptère de la Sûreté du Québec. Rien n'y fait, le quatuor demeure introuvable.

Deux de ses membres ne mettent pas de temps à faire la manchette à nouveau. Lafleur et un certain Boucher, reconnu comme membre du Front de libération du Québec, s'acoquinent avec un compagnon d'armes de ce dernier et attaquent une banque du quartier montréalais de Rosemont.

Avec Mesrine et Mercier

Des témoins les voient prendre la fuite dans une ruelle et en avisent deux policiers qui passaient par là. L'agent Jacques Chartrand part aussitôt à leur poursuite mais une mauvaise surprise l'attend. Deux tireurs embusqués, venus couvrir la fuite de nos trois braqueurs, l'attendent au détour. Il s'agit de deux Noirs américains, militants du mouvement révolutionnaire des Black Panthers. Ces garçons ont l'uniforme en horreur, ils touchent le policier à l'épaule puis disparaissent dans la nature.

Leurs trois complices ont moins de chance. On les a vus se terrer dans une maison des environs, des dizaines de voitures de patrouille cernent aussitôt le secteur. Trente minutes plus tard, ils en sortent sous bonne escorte et sous les huées et les quolibets d'un millier de curieux dont certains ne se gênent pas pour les bousculer...

Michel Lafleur est de retour à l'Institut Archambault, juste à temps pour voir une cinquantaine de militaires poser quelque 30 000 pieds de barbelés au sommet de la double clôture qui entoure sa geôle jadis réputée étanche.

On lui colle 25 années de réclusion pour sa dernière frasque mais il ne moirera pas longtemps à l'ombre. Un an et neuf jours après sa première évasion, le 22 août 1972, il réussit encore une fois l'impossible.

On le retrouve dans le quartier de haute sécurité de l'Institut, appelé «Unité spéciale de correction», parmi les 65 durs-à-cuire et as de l'évasion de ce bagne. Il n'y a pas de fenêtres, les grilles sont commandées à distance, le plafond des cellules est de verre, la surveillance s'opère par en dessus, la lumière est constante. Il y a des sorties de gaz dans chaque cellule pour mater les révoltés. Bref, on ne s'évade pas de là...

Mais ce jour-là, à l'heure de la promenade, Jean-Paul Mercier profite d'un moment d'inattention des gardes postés dans deux miradors pour se glisser au pied de la double clôture métallique. Aplati contre le sol, muni d'une lime chipée dans les ateliers, il se trouve un passage puis s'y faufile. La voie est libre, il est bientôt suivi par Jacques Mesrine, Michel Lafleur et trois autres amis pendant qu'un groupe de détenus fait diversion...

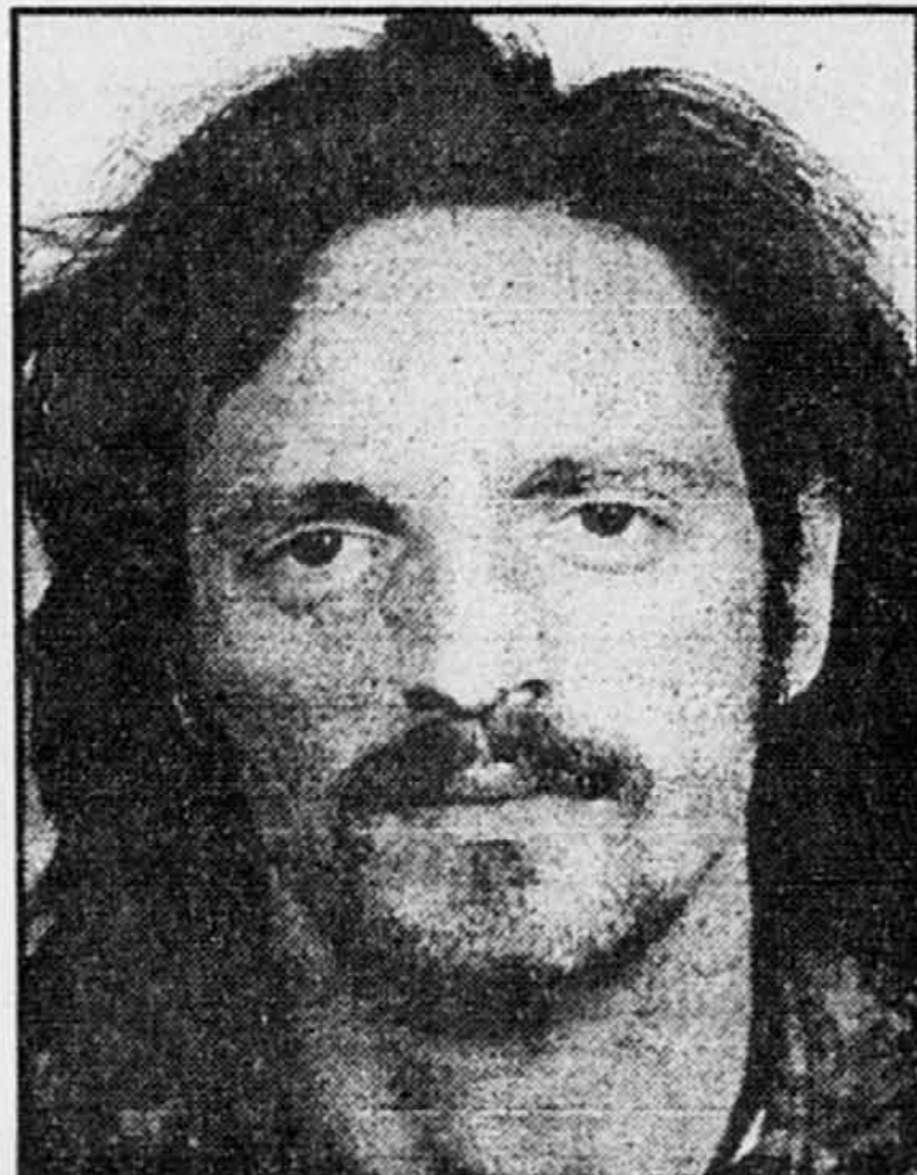
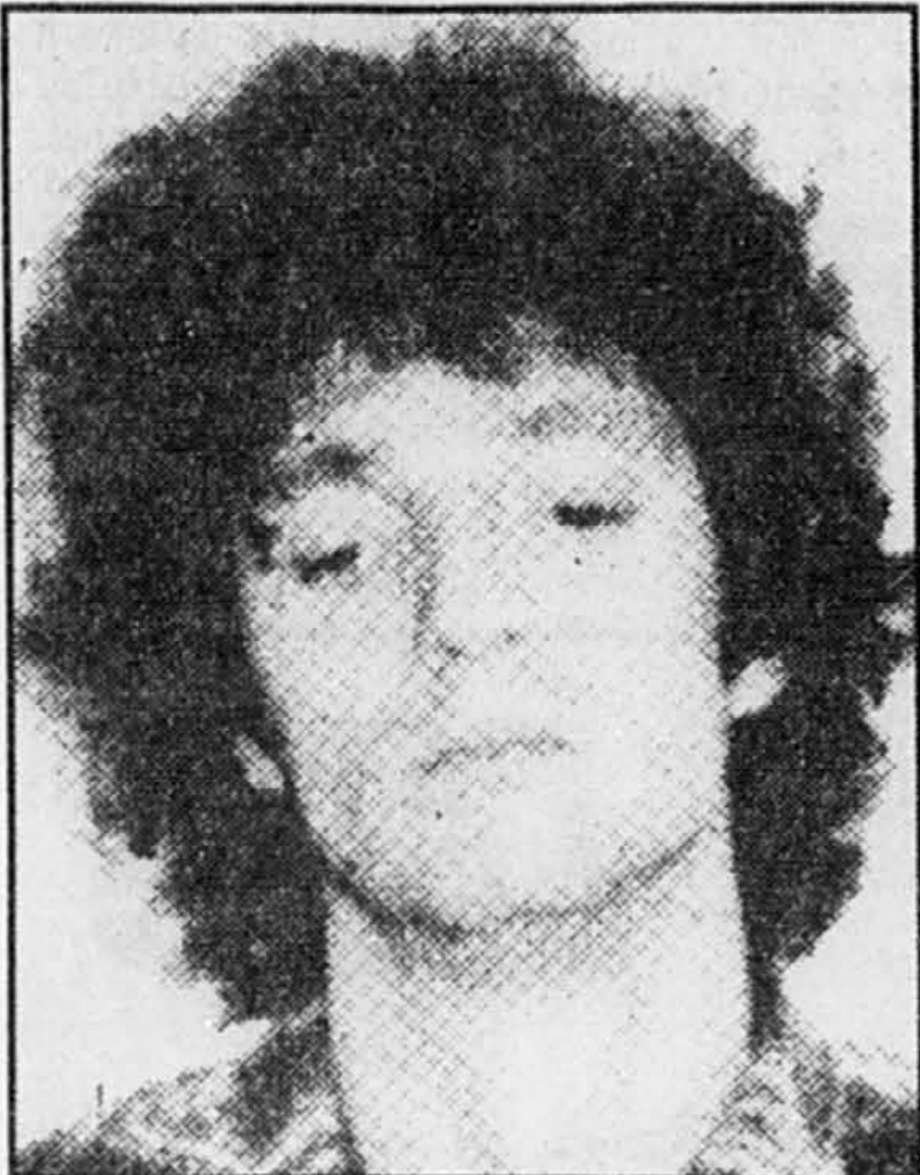
La cavale de notre héros est encore de courte durée. Trois jours à peine. Il est repris au volant d'une automobile où prennent place un compagnon d'évasion et deux jeunes filles. Quelques minutes plus tôt, un détective à bord d'une voiture de police les a croisés et a cru reconnaître Lafleur. Il a donné l'alerte sur sa radio et les a pris en chasse. Quelques rues plus loin, les deux cavaleurs se rendaient.

La farce des évasions

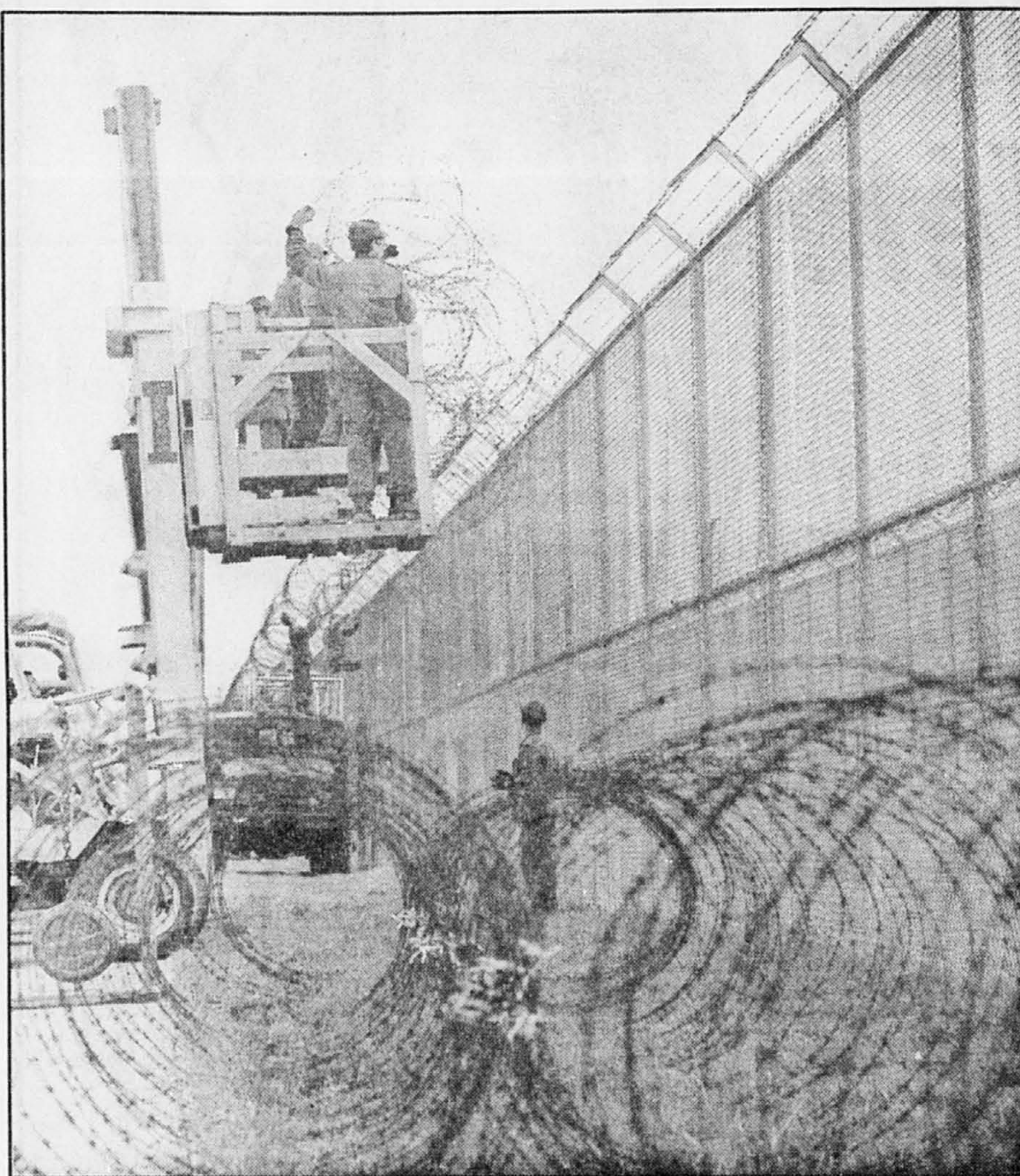
Revoilà Lafleur derrière les barreaux de l'Unité spéciale de correction qui est devenue le sujet d'une violente polémique opposant les autorités aux détenus, journalistes, criminalistes et défenseurs des droits de l'homme qui en dénoncent le régime qualifié d'inhumain, de barbare et de dégradant.



Michel Lafleur, à différents moments de sa vie.



On s'évade d'Archambault à volonté, les autorités font installer des kilomètres de barbelés supplémentaires.



C'est par une brèche dans une clôture, pendant que le gardien du mirador était à son lunch, que Lafleur et cinq compagnons de détention s'évadent.

Jean-Paul Mercier vient bientôt le rejoindre, ils trament aussitôt un nouveau complot d'évasion. Le 13 mai 1973, nos deux lascars, accompagnés de trois co-détenus, scient des barreaux, percent un mur et atteignent la serre du complexe pénitentiaire. Ils y prennent des bancs qu'ils emportent pour se hisser au faite d'un mur d'enceinte. Le gardien habituellement posté dans le mirador tout près est à son lunch, il ne leur reste plus qu'à se laisser glisser le long du haut mur à l'aide de nappes, subtilisées à la cafétéria, qu'ils ont nouées les unes aux autres...

Un tollé général salue ce coup fument. Le Solliciteur général du pays annonce aussitôt qu'il met sur pied une commission d'enquête, chacun y va quand même de sa charge. Le président de l'Association des policiers de la province dénonce «la farce des évasions», le directeur de la Sûreté du Québec déplore que la chasse aux fugitifs coûtera cher en heures supplémentaires, son équivalent montréalais clame qu'il faudrait «en finir une fois pour toutes avec

ces folies-là», le secrétaire de l'Alliance de la fonction publique canadienne déclare qu'il «faut mettre à la porte des prisons les psychiatres et les psychologues», tandis que le président de la Fédération des policiers montréalais demande qu'il «des prisonniers ou des autorités, dirige les prisons...»

Lafleur n'a pas plus de chance cette fois que précédemment. Cinq jours après sa troisième évasion, sur la foi d'un appel anonyme, une dizaine de policiers montréalais descendent dans une maison de rapport de la ville de Longueuil, en banlieue de Montréal. Rendus à la porte d'un appartement, ils tirent quatre coups de feu qui font sauter la serrure puis ils se ruent à l'intérieur où les attendent sagement Lafleur, deux de ses compagnons d'évasion et autant de jeunes filles...

De nouveau à la case départ, notre jeune tête dure se tient peinarde et se comporte en prisonnier modèle. Après cinq années sages sous les verrous, on le libère en 1978 sous certaines conditions

qu'il se hâte de ne pas respecter. On le renvoie aussitôt d'où il est venu...

Huit mois au large

On le soupçonne d'avoir attaqué une banque de Montmagny, près de Québec, pendant sa courte liberté. Le 9 août 1979, deux gardiens viennent le cueillir dans sa prison lavalloise pour l'emmener dans un fourgon cellulaire devant un tribunal de l'endroit.

À la hauteur de Lotbinière, il sort un minuscule revolver d'on ne sait où, maîtrise son gardien, lui prend son .38 puis force le conducteur à le laisser à l'orée d'un bois, dans les environs de Laurier Station. Dans les heures qui suivent, on organise une battue d'une ampleur jamais vue. Deux hélicoptères, des chiens dressés et une cinquantaine de policiers sont mis à contribution.

La chasse à l'homme dure quatre jours. Toute la contrée croit l'avoir aperçu et chez l'habitant, on dort avec une carabine à portée de la main. Deux enfants le trouvent un matin endormi dans une charrette, à Joly; le lende-

main, des policiers sont convaincus qu'il a passé la nuit dans le poste de péage d'un ciné-parc du mont Saint-Hilaire, près de Montréal. Puis, plus de trace du fugitif, on se rend à l'évidence, le poisson a filé entre les mailles du filet.

Cette fois, Lafleur aura plus de chance, il bénéficie d'un sursis de huit mois. Il est repris le 22 avril 1980: la police, grâce encore une fois à un appel anonyme, l'a arrêté au volant d'une automobile dans une rue de Saint-Laurent où il avait élu domicile.

À ses côtés prenait place l'élué de son cœur, une jeune et jolie travailleuse sociale de 25 ans qu'il avait connue derrière les barreaux. Elle le visitait à l'occasion, c'est une amie commune qui les avait mis en rapport: elle l'avait convaincue de correspondre avec un détenu qui trouvait le temps long...

Lafleur, prétend-on, ne s'est pas tourné les pouces pendant sa cavale. On le soupçonne d'avoir commis une dizaine de hold-up qui lui auraient rapporté quelque 200 000 \$, aux quatre coins de la province, de Huberdeau à Murdochville. Là, deux policiers ont pris en chasse les deux braqueurs, ils ont fini menottés à un arbre, lestés de leur revolver de service...

Lafleur passe à la caisse et finit avec une addition salée, à en croire les tribunaux, il en aurait pour 41 ans derrière les barreaux! Mais cinq mois après sa dernière arrestation, il va encore brûler la politesse à ses gardiens...

Dans la nuit du 10 septembre 1980, Lafleur et un compagnon de cellule scient un barreau de la fenêtre de leur cellule, sautent sur le sol, cinq mètres plus bas, puis grimpent sur le toit du pavillon de l'administration et y attendent le changement de garde au petit matin.

Un tueur prêt à tout?

Les gardiens de la prison, vêtus de leurs habits civils, quittent les lieux par groupes de deux ou trois. Lafleur et son compagnon ont mis la main sur des chemises de couleur brune, ils se glissent dans les corridors de l'administration, débouchent sur le hall d'entrée et se font ouvrir le plus simplement du monde la lourde porte du pénitencier. Ils sont libres...

Lafleur vient de signer sa plus simple évasion, mais non la moins retentissante. Toutes les polices de la province sont sur le qui-vive, une certaine presse qualifie le fugitif de dangereux, on le compare au desperado Richard Blass, quand on n'en fait pas le disciple de Mesrine ou un ex-terroriste du FLQ...

Des policiers remettent cependant les pendules à l'heure. L'un d'eux rappelle à un reporter que rien, dans les antécédents du fugitif, ne permet de croire qu'il est ce tueur prêt à tout que certains décrivent. Jean-Paul Soulié, de *La Presse*, écrit: «Il semble qu'il se soit fait une réputation assez méritée de gentleman-braqueur. Tel Arsène Lupin, il aurait toujours pris ses précautions pour ne pas molester ses victimes, la plupart du temps des employés de banques...»

La suite des événements va donner raison à ses défenseurs. Un mois exactement après son évasion, il se rend sagement aux policiers qui le filaient depuis quelques jours et l'ont sommé de se rendre après avoir cerné l'appartement où il se terrait à Montréal.

Lafleur et son compagnon de cavale sont soupçonnés d'avoir commis pas moins d'une vingtaine de braquages pendant leur liberté! Comme auparavant, notre évadé aurait écumé la province, de la Pointe-des-Cascades à Paspebiac, de Huberdeau à Longueuil, de Murdochville à Saint-Guillaume, sur les bords du Richelieu... Chacun de ses coups lui aurait rapporté de 3000 à 35 000 dollars!

Quand il comparait devant un tribunal montréalais, auréolé de sa réputation de passe-muraille, le président du tribunal fait évacuer la salle d'audience, n'autorisant que les journalistes et les nombreux gardiens à demeurer sur place.

En novembre 1981, il écope dix ans de taule à être purgés consécutivement aux 46 années qu'il a accumulées au fil de sa jeune carrière. Cette fois, ses géoliers l'expédient dans un bagne ontarien, à Kingston, où il ne risque pas de retrouver ses copains...

En mai 1983, il fait parvenir au journaliste Claude Poirier une lettre dans laquelle il écrit que sa relation avec ses co-détenus anglophones devient de plus en plus difficile. Sans doute l'associe-t-on encore à ses compagnons de route felquistes de la première heure. «Il me demandait alors de faire pression pour qu'il soit ramené au Québec car les autorités avaient refusé d'accéder à sa demande», racontera Poirier.

Trois mois plus tard, il est trouvé inconscient dans le gymnase de sa prison. Il a été frappé sauvagement à la tête, par derrière, avec une arme contondante. Il rend l'âme dans un hôpital de la ville, deux jours plus tard, entouré de son frère, de sa soeur et de la mère de son enfant de trois ans. Son ou ses assassins n'allaient jamais être inquiétés...

**DIMANCHE PROCHAIN:
Incontournable Cordélia!**

Religion

Guatemala: l'épiscopat canadien demande à Ottawa d'intervenir



JULES BÉLIVEAU

L'épiscopat catholique canadien demande une intervention du gouvernement du Canada dans le dossier des droits humains au Guatemala.

Dans la lettre qu'il a adressée au ministre André Ouellet des Affaires étrangères du Canada, Mgr Jean-Guy Hamelin rappelle que le gouvernement du Guatemala et l'Unité nationale révolutionnaire ont signé le 29 mars, à Mexico, un accord touchant les droits humains. Le président de la Conférence des évêques catholiques du Canada signale que cette entente marque la reprise des pourparlers entrepris de longue date après un conflit qui a fait de très nombreuses victimes.

En son nom et au nom des autres évêques canadiens, Mgr Hamelin invite le gouvernement du Canada:

- 1) À demander à l'ONU de créer et de mettre en oeuvre, dans les meilleurs délais, la mission de vérification des droits humains prévus aux accords;
- 2) À exiger du gouvernement du Guatemala qu'il s'abstienne d'adopter des mesures d'état d'urgence et qu'il garantisse la sécurité physique et psychologique du personnel des organisations non gouvernementales et des organismes religieux qui oeuvrent au retour des réfugiés ainsi qu'à la promotion et à la défense des droits humains;
- 3) À insister auprès du gouvernement du Guatemala pour qu'il consente à la mise sur pied d'une commission de vérité chargée d'enquêter sur les violations des droits humains survenues durant la guerre civile.

Le président de l'épiscopat canadien souligne que, malgré la signature de l'accord, la situation au Guatemala ne semble pas s'améliorer et que les militants des organisations vouées à la promotion des droits humains et au développement communautaire demeurent l'objet d'une répression violente. « Dans le contexte très complexe du dossier des droits humains pour le gouvernement et les militaires guatémaltèques, ajoute Mgr Hamelin à l'intention du ministre Ouellet, je vous demandais d'agir avec urgence. »

UNE NUIT GOSPEL POUR LES JEUNES DE MONTRÉAL

Le Service de pastorale-jeunesse du diocèse de Montréal et le Centre vocationnel convient les jeunes à une nuit Gospel à l'occasion de la prochaine fête de la Pentecôte.

Le « Gospel Night 94 », pour lequel on a choisi le thème « De la solitude à l'amour », commencera à 19 h 30 dans la soirée du samedi 21 mai à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, boulevard René-Lévesque. Elle prendra fin à 5 h 30 le lendemain matin à la basilique Notre-Dame, dans le Vieux-Montréal, après une halte à la basilique Saint-Patrick, rue de la Gauchetière.

Les organisateurs indiquent que cet événement conçu pour les 16-35 ans se veut « une expérience de foi inoubliable » et « un temps de fraternité, d'échange, de silence, de prières, de chants, d'écoute de la Parole, de marche au coeur de la ville ». L'archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte, qui sera de la partie au début de la nuit, a parlé de son côté d'une super nuit avec les disciples d'Emmaüs.

Les personnes intéressées à participer à cette nuit Gospel — les places seraient limitées — sont invitées à s'inscrire en téléphonant au Service de pastorale-jeunesse du diocèse de Montréal (931-7311) ou au Centre vocationnel (271-5659). Les frais d'inscription sont de 5 \$ mais on demande aux jeunes ne pouvant verser ce montant d'en parler lors de leur inscription. Et on conseille à tout le monde de ne pas oublier d'apporter son lunch!

LA PENTECÔTE DES CHARISMATIQUES

Comme ils le font depuis une quinzaine d'années, les membres du Renouveau charismatique du diocèse de Montréal célébreront de nouveau la Pentecôte à l'Oratoire Saint-Joseph.

L'événement, qui aura lieu le samedi 21 mai, débutera à 14 h. Mgr Jean-Claude Turcotte entretiendra les personnes présentes, notamment sur les priorités du diocèse de Montréal et sur ses projets d'avenir à compter de 14 h 30.

C'est une équipe de la famille spirituelle Myriam Bethléem qui animera un peu plus tard la prière et le chant. Et Mgr Jude Saint-Antoine, évêque auxiliaire à Montréal et répondant épiscopal diocésain du Renouveau charismatique, présidera la célébration eucharistique à 19 h.

On prévoit que la journée de la Pentecôte des membres du Renouveau charismatique, à laquelle on attend environ 3000 personnes, prendra fin vers 21 h.

DEUX JEUNES ZAÏROIS CHEZ LES BAPTISTES ÉVANGÉLIQUES

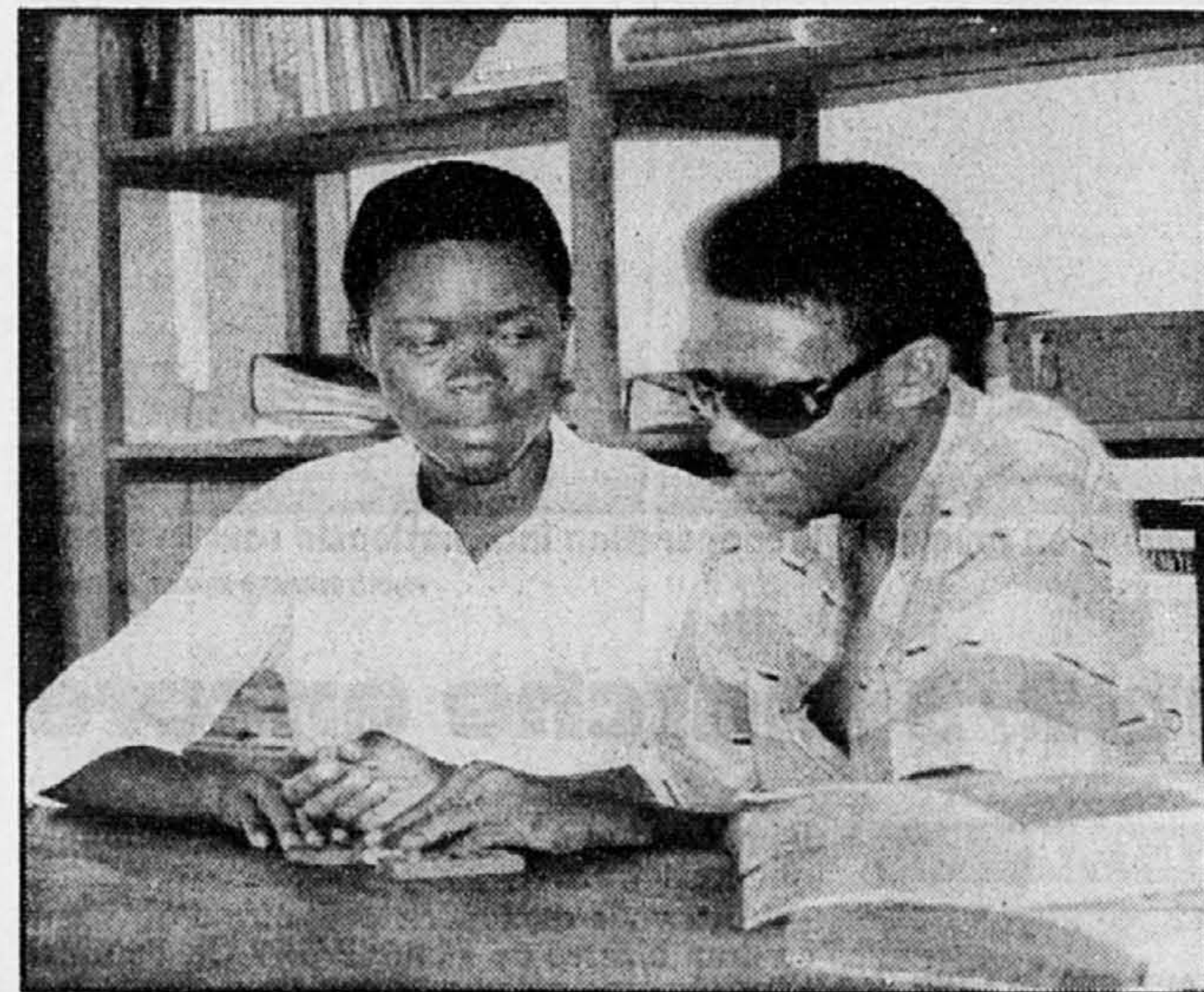
Deux jeunes Zaïrois aveugles entreprennent aujourd'hui une

tournée des églises baptistes évangéliques du Québec.

Ngoy Kalumbi et Kalombo Paskal visiteront ainsi, jusqu'au 26 mai, les congrégations baptistes évangéliques de Montréal, de Shawingigan-Sud, de Saint-Hyacinthe, de Beauport, de Matane, de Granby, de Longueuil et de Danville, près d'Asbestos.

La visite des deux jeunes hommes au Québec a été rendue possible grâce à la Mission chrétienne internationale pour les aveugles, dont le siège canadien est situé à Stouffville, en Ontario, mais qui a son quartier général international en Allemagne. Cet organisme se décrit comme une fraternité interconfessionnelle mondiale de chrétiens engagés se consacrant au service des personnes ayant une déficience visuelle ou d'autres handicaps sans distinction de nationalité, de race, de sexe ou de religion.

Ngoy Kalumbi et Kalombo Paskal ont rencontré des représentants de la Mission chrétienne internationale pour les aveugles dans leur pays. Depuis lors, rapporte-t-on, ils ont repris goût à la vie et enseignent à d'autres personnes handicapées divers moyens pour faire face à leurs difficultés.



Deux jeunes Zaïrois aveugles, Ngoy Kalumbi et Kalombo Paskal, en visite dans les églises baptistes évangéliques du Québec.

FAILLITE **2 000 000\$ en stock** **FAILLITE**

De 65 à 75% de rabais

1. Cabines de douche avec porte • Bases de cabine de douche • Murs de baignoire • Lavabos à encastrer, sur colonne et cache-siphon • Bidets • toilettes

2. Photocopieurs • machines à écrire • déchiqueteuses • calculatrices • dictaphones.

SEULEMENT LES SAMEDI ET DIMANCHE 14 MAI ET 15 MAI 94

De 12h à 17h
576, boul. Guimond, Longueuil
Tél.: 928-1616

PENSION ALIMENTAIRE (L'affaire Thibodeau)

Le jugement rendu par la Cour Suprême, dans cette affaire est très déterminant pour les contribuables qui reçoivent une pension alimentaire.

La loi fiscale peut être modifiée en matière d'imposition des pensions alimentaires. Toutefois, il est important de bien comprendre que des recours doivent être pris personnellement ou collectivement puisque le jugement s'applique à Madame Thibodeau et non à la loi fiscale elle-même.

C'est pourquoi, nous invitons tous les contribuables qui reçoivent une pension alimentaire à se joindre à notre regroupement afin de procéder à un recours collectif ou personnel, ou simplement à nous contacter pour de plus amples informations.

SOLUTION 2000 SERVICES D'IMPÔTS

Sylvain Tessier, président
7275, Sherbrooke Est Montréal
C.P. 49044
H1N 3T6



OUVERTURE DE DOSSIER 30 \$

Sylvain Tessier fiscaliste



Cartes de souhaits
Faire-part
Invitations
Remerciements, textes personnalisés, poésies

Aquarelles, encres de Chine, textures
Mangeoires d'oiseaux
Nichoirs pour Merle bleu et Hirondelle bicolor
Vaste choix de photos: fleurs sauvages, villes et villages
Tableaux/objets: Pin nouveaux/pierres/racines

Sur appel: ouvert en tout temps, possibilité d'hébergement. B & B.
Rive nord, entre Montréal et Québec, sortie # 236 de l'autoroute # 40.
Un lieu paisible où se procurer des oeuvres signées

Ouellette

OUELLETTE Marie-Anne Liliane NICHOLE (418) 328-8154
Atelier Bagatelle enr. 1160, premier rang Saint-Édouard, Saint-Prospère-de-Champlain (Québec) G0X 3A0



LE GROUPE **HAMEL** une affaire de confiance!

500\$ DE PLUS POUR VOTRE ÉCHANGE!

CLIMATISEUR SANS FRAIS! SUR **ACCORD 94 ET CIVIC 94*** **1er PAIEMENT SEPT. 94!***

* ACCORD LX 94 et CIVIC éd. spéciale 94 * Sur approbation de crédit

HAMEL HONDA

OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI JUSQU'À 21 H.
130, rue Dubois
SAINT-EUSTACHE
(voie de service de l'aut. 640)
491-0440 Montréal: 875-1919

LE «PATH» et LA «MAX»

LE «PATH» 94 XE À 399\$*/mois Utilisation 36 mois

LA «MAX» 94 À 449\$*/mois Utilisation 36 mois

* T.T.P. en sus. Sur approbation de crédit. Valeur résiduelle de 11 651\$, 5,8%, 24 000 km inclus. 7¢ du km excédentaire.

HAMEL NISSAN

Ouvert du lundi au vendredi jusqu'à 21 h.

801, boul. ARTHUR SAUVÉ
SAINT-EUSTACHE (Québec)
472-8664

ENGAGEMENT NISSAN SATISFACTION

SATISFACTION GARANTIE OU VÉHICULE REMIS!!!*

HYUNDAI

NOUVEAU! GARANTIE 6 ANS / 1 MILLION DE KM INCLUS*

EXCEL CX 1994 7988\$ à partir de 155\$*/mois*

* Voir détails chez Hamel Hyundai
** Sur approbation de crédit, financement bancaire 48 mois 9,9%, T.T.P. en sus. V.R. 2 650 \$, 27 000 km inclus, .07¢ par km excédent.

HAMEL HYUNDAI

885, boul. Arthur-Sauvé, Saint-Eustache

974-0440

OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI JUSQU'À 21 H.

HYUNDAI On évolue à votre avantage

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI. Par l'entremise de Club Auto, organisme affilié à la CAA.

626 CRONOS 1994

À partir de: 254\$*/mois*

500 \$ de plus POUR VOTRE ÉCHANGE

UTILISATION PERSONNALISÉE MAZDA 48 MOIS

* SUR APPROBATION DE CRÉDIT. T.T.P. EN SUS. 1re MENSUALITÉ + DÉPÔT DE LOCATION. 25 000 km INCLUS, VALEUR RÉSIDUELLE DE 7 800 \$

ALBI mazda

OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI JUSQU'À 21 H

3300, boul. Ste-Marie Mascouche (sortie 24 de l'autoroute 25)

MTL : 497-0800 474-7000

Integra 94, 2 portes

16 995\$ T.T.P. en sus

4.8% 48 mois*

17 995\$ T.T.P. en sus

MEILLEURE NOUVELLE VOITURE SPORT 94 SELON L'AJC

MEILLEURE VOITURE USAGÉE SELON CAA

ACURA LES VOITURES CONSTRUITES DE MAIN DE MAÎTRE

Integra 94, 4 portes

ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie, Blainville **435-4455**

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE. FAITES VITE!

GALERIES ACURA 7100, boul. Métropolitain Est, Anjou, Montréal **354-8811**

AU NORD A L'EST

La Jeune Presse

EN LIBERTÉ

Une politique sanitaire...songée!

■ Le collège de Maisonneuve a été victime la semaine dernière d'une bande d'humoristes sans scrupules qui ont distribué de par le cégep de faux bulletins d'information «Info-Presto».

Ces bulletins, qui sont généralement le moyen de communication privilégié par la direction pour faire le lien avec la population étudiante, ont donc été piratés par d'ingénieux copistes, ce qui a créé certains remous aux quatre coins du collège...

La missive faisait état d'un nouveau système sanitaire qui serait instauré dans l'institution dès la session prochaine. En voici quelques extraits particulièrement intéressants:

«...le collège s'attaque aujourd'hui à l'information des toilettes, ce qui devrait changer les habitudes des étudiants...» D'ici la session prochaine, chaque toilette sera équipée d'un système d'identification personnalisé; la voix de chacun sera donc enregistrée et servira de reconnaissance...»

Évidemment, le système ne s'autofinancera pas et comme nous l'indique le bulletin, des frais de scolarité de 20\$ seront nécessaires pour mener à bien le projet d'un coût approximatif de 100 000\$. Mais il y a plus! En vue de rationaliser les déplacements aux toilettes (tout le monde sait que le taux de décrochage scolaire est directement proportionnel au taux d'occupation des toilettes en heures de pointe), il est prévu par cette mesure qu'un crédit de vingt déplacements sera octroyé à chaque étudiant tous les mois. Mais attention! En cas d'abus, la sanction est bien claire.

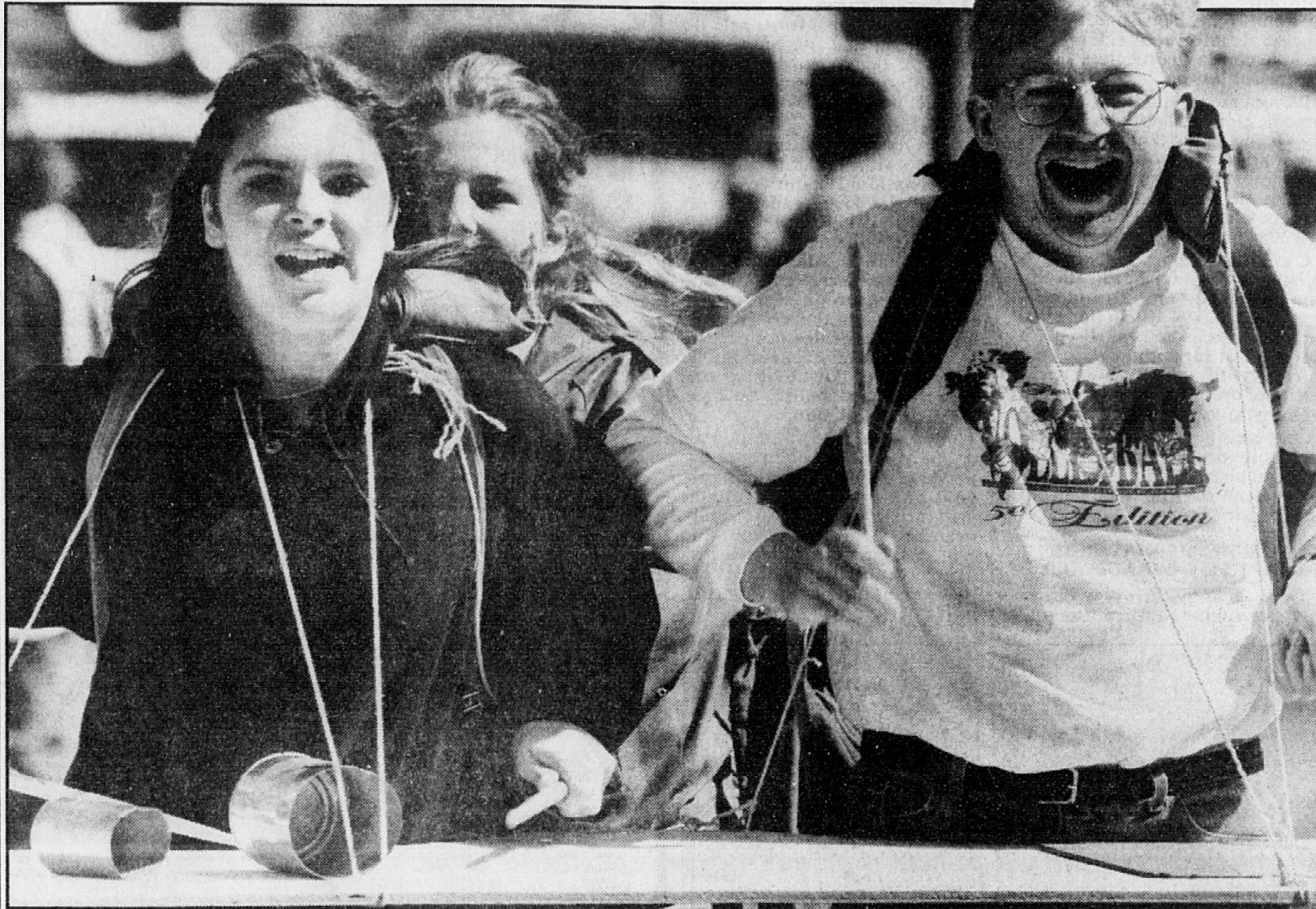
«Si votre banque de déplacements aux toilettes tombe à zéro, la porte des toilettes demeurera verrouillée pour vous, et ce, jusqu'au 1^{er} du mois suivant.»

Cet effort de rationalisation s'inscrit dans la ligne des coupures annoncées par le gouvernement en matière d'éducation et va plus loin. Pour assurer une productivité accrue de la part de la gente estudiantine et conséquemment de meilleurs résultats aux examens de grammaire et d'orthographe (le talon d'Achille de tout jeune qui se respecte), le projet prévoit également que: «si vous occupez la toilette plus de trois minutes, une alarme sonnera, vingt secondes après la sonnerie, le papier hygienique se retirera dans la paroi, la toilette se videra d'elle-même et la porte s'ouvrira». Et alors là pas de triche, car la photo des étudiants qui, par obstination ou par esprit de contradiction, resteraient dans ladite toilette sera prise automatiquement. Ces photos seront ensuite affichées aux tabellards des affaires étudiantes. Après trois récidives, tout accès aux micro-ordinateurs, à la bibliothèque et au relevé de notes sera interdit au contrevenant jusqu'à ce qu'il puisse expliquer les motivations de ses gestes de désobéissance sanitaire!

On comprend donc que cette blague a eu son petit effet dans le milieu étudiant, même si tout le monde en a vite conclu au subterfuge, malgré la ressemblance avec l'original: cet «Info-Presto» était daté du 7 mai, un samedi! Meilleure chance la prochaine fois!

Stéphanie KENNAN
Collège Maisonneuve
Montréal

LA JEUNE PRESSE est une initiative du service de l'information de LA PRESSE. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction de Marc Doré, adjoint au directeur de l'information.
Téléphone: 285-7070 (télécopieur: 285-6808).
Adresse: LA JEUNE PRESSE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9



Quelque 5000 jeunes ont manifesté hier leur solidarité et leur engagement en faveur de la coopération internationale sous le thème «Un monde à partager».

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

24 ans plus tard, le Club 2/3 marche encore

■ Environ 5000 jeunes ont marché hier dans les rues de Montréal, répondant à l'invitation du Club 2/3. Ils ont par le fait même manifesté leur solidarité et leur engagement en faveur de la coopération internationale sous le thème «Un monde à partager».

Après une minute de silence en solidarité avec les jeunes du monde entier, le départ de la 24^e Marche 2/3 a été donné à 10 h au parc Wilfrid-Laurier. Les marcheurs ont par la suite, au terme des 9 kilomètres du parcours, participé à l'animation de clôture de l'événement au parc Maisonneuve avec un spectacle de musique «World beat» avec Njacko Backo et son groupe Kalimba-Kalimba.

Les jeunes ont également pu rencontrer Guy Nantel, le gagnant de La Course destination monde et porte-parole de la Marche 2/3 1994. «Guy revient de sa Course, il a été témoin d'un tas de choses et peut sensibiliser les jeunes à la solidarité et à la coopération internationale», commente Mme Christine Lafortune, une des responsables de l'événement.

Guy Nantel veut bien partager son expérience, mais ce n'est pas tout: «Je reviens de la Course, j'ai eu droit à un beau voyage payé; je le fais donc aussi un peu par redevance», ajoute-t-il. S'ennuie-t-il de la Course? «Pas vraiment, j'ai adoré y participer et je la ferais, mais j'ai aussi plein de projets qui me tiennent occupé...» Comme l'écriture de son spectacle humoristique, car Guy n'a pas oublié l'humour, sa grande passion.

ACTUALITÉ

Voilà maintenant 24 ans que le Club 2/3 poursuit sa mission d'éveiller, chez les jeunes d'ici et du tiers monde, la conscience de l'interdépendance mondiale et de les inciter à agir dans la justice et l'équité, en citoyens responsables. Le Club réalise également des programmes de coopération dans une optique de développement durable dans divers pays à travers le monde.

Geneviève Riopel, étudiante à l'école secondaire Mont Saint-Louis, raconte sa participation à la marche 2/3 1993: «Pour moi, c'était un très beau geste de solidarité. C'était bien de voir autant de jeunes réunis pour une même cause». Elle soulève toutefois un petit côté négatif: «Il y avait passablement de division dans la marche. Les jeunes étaient réunis par école, chacun avait sa petite chanson, c'était presque compétitif! Il manquait un peu d'unité...»

Mme Lafortune explique que certaines modifications ont été apportées cette année. Les formules de 1^{er}, 2^e et 3^e prix d'animation remis aux écoles ont été remplacées par trois mentions spéciales de groupes ce qui, à son avis, atténue l'esprit de compétition qui pouvait peut-être régner antérieurement.

Le Club 2/3 est issu du milieu scolaire, c'est-à-dire qu'il a été fondé par un animateur et des étudiants du Collège Marie-Victorin de Montréal. Dès lors, les objectifs liés au déve-

loppement et à la coopération internationale ont été définis.

Vous vous demandez peut-être d'où vient ce nom bizarre de «Club 2/3»? On l'a ainsi baptisé parce qu'au moment de sa fondation en 1970, les 2/3 de l'humanité peuplaient les pays pauvres ou encore en voie de développement que l'on appelle communément «tiers monde».

L'organisme a pu maintenir une croissance et une viabilité financière constante grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ainsi qu'aux dons de fondation et de particuliers.

Mille projets de développement en partenariat avec des collectivités du tiers monde ont été réalisés depuis 1970, le tout totalisant plusieurs millions de dollars. De plus, le Club a offert des activités éducatives rejoignant annuellement près de 100 000 élèves dans quelque 150 écoles. Par exemple, le concours international de jouets fabriqués à partir de matériaux récupérés auquel participaient huit pays (Bolivie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Haïti, Pérou, Philippines, Sénégal) s'était soldé par une exposition à la Place des Arts au mois d'avril dernier.

L'organisme fait maintenant appel à la collaboration d'entreprises qui désiraient associer leur nom à ce programme de même qu'à la poursuite de la mission éducative et humanitaire du Club.

Mariève THOUIN
Collège de L'Assomption

La quête du «pas conventionnel»

On continue d'investir des fortunes pour le bal des finissants

■ Éloïse Rompré-Deschamps, Sarah-Lydie Hogues, Mélanie Des Lauriers, Marie-Pierre St-Amand, Nellie Surprenant et Dèvha Hall-Tremblay. Elles étaient six finissantes du Collège Regina Assumpta, réunies autour de la même table pour répondre aux questions de La Jeune Presse à propos de leur bal de finissantes. Leur robe, leur accompagnateur, leurs rêves, leur soirée. «Ça va être le party, et ça va être triste en même temps. Je suis sûre que je vais pleurer!»

En gros, qu'est-ce que ça représente à leurs yeux? «La fin des souffrances!» «Ce sera la première fois où on va pouvoir agir librement, mais ensemble, avec l'atmosphère de l'école.» «La dernière fois où on va se voir toutes ensemble.» «C'est un tournant majeur dans nos vies.» Elles y pensent depuis leur première secondaire; elles en rêvent depuis l'an passé. Par contre, Dèvha pressent que l'ambiance sera agréable, mais que derrière tout ça, se cacheront préjugés et hypocrisies. «Déjà à l'école, quand c'est simple et que tout le monde est habillé de la même façon, il y a plein d'hypocrisie et de jalousie. Imagine au bal...»

Nous sommes à la mi-avril. La plupart d'entre elles ont déjà acheté ou fait préparer leur robe par une couturière. Éloïse voulait quelque chose de «pas conventionnel», qui lui ressemble: «pas la grosse robe à froufrou!» Elle a fait appel à une couturière. Pour le grand soir, elle projette de se faire maquiller par des pros. Coût total: une facture qui pourrait grimper jusqu'à 300\$, le plafond qu'elle s'est imposé.

Marie-Pierre a aussi fait faire sa robe par une couturière pour qu'elle soit originale. Le prix: 230\$. En face d'elle, Sarah-Lydie pensait profiter de son voyage à New York pour dénicher la sienne. Elle la veut simple, classique et élégante. Elle souhaite payer moins de 300\$ pour la robe, pour pouvoir consacrer 120\$ à son allure générale. Pour sa part, Mélanie a acheté la robe au début d'avril, dans un marché aux puces, mais pas n'importe quelles puces! La robe a coûté 600\$. Dèvha se sent un peu en retard, car elle n'a pas encore acheté sa robe. Elle aussi pense y consacrer environ 350\$.

ACTUALITÉ

Au bout de la table, Nellie représente l'anticlé, l'originale. «Ce n'est pas un rêve depuis longtemps. Je n'y ai jamais rêvé...» Elle n'a pas acheté sa robe et ne se sent pas en retard. Elle sait qu'elle l'achètera dans une friperie et qu'elle déboursera au maximum 200\$, ce sont ses parents qui paieront la note: «je pense que c'est plus important pour eux que pour moi!» «Tout le monde dit de sa robe qu'il faut qu'elle lui ressemble! Moi, je ne serai pas du tout moi au bal. Pourquoi j'y vais? Parce que c'est un défi d'être chic pour moi, ça va être drôle.»

La limousine

De classique qu'elle était, la limousine est devenue clichée. Personne ne veut en louer. En général, les filles souhaitent se rendre au bal dans un véhicule spécial. Ce sera soit un autobus scolaire loué, soit une calèche, soit une Harley Davidson. Il faudra que ça soit «hot» et «original». Leur accompagnateur, qu'il soit un simple ami ou un «chum», devra être en smoking: elles l'exigent!

Finalement, la soirée se terminera dans le classique après-bal, sur un terrain de camping où tout le niveau sera invité à festoyer... en jeans et en T-shirt! Quelqu'un lance: «Tout le monde s'habille pendant cinq ans, pis là, tout le monde se fait «chum». Ah! la bière...». Que les lecteurs prudes s'abstiennent. Quand elles parlent de party dans le bois, est-ce qu'elles sous-entendent qu'il se passera quelque chose entre elle et leur accompagnateur?

— On compte là-dessus!, lance l'une.

C'est pas le temps de se «pogner» un gars, c'est le temps de la fête, répond sa voisine.

— On peut faire les deux, ricanent les autres en chœur.

C'est ça le bal. C'est tout ça. Et elles vont mettre le paquet pour cette soirée: à elles seules, elles vont déboursier environ 3000\$ (robes, accessoires, maquillages, coiffure, billet

personnel, billet de l'accompagnateur, véhicule...). Quand on leur fait remarquer le montant total et qu'on leur demande pourquoi elles en font autant pour une soirée, elles répondent qu'elles n'ont pas le choix, que la facture monte vite, par magie, qu'une robe chic à 50\$ c'est difficile à trouver, que c'est une tradition d'y mettre le paquet, que ce n'est pas un party normal, que «même dans Dynastie, les bals sont chics», que ça n'arrive qu'une fois dans une vie, qu'elles ne voudraient pas «avoir l'air d'un coco de Pâques».

Quand on leur fait remarquer qu'il y a des gens qui n'ont pas les moyens de se payer ce luxe, qui ne peuvent pas se payer le luxe de manger (c'est y aller un peu grossièrement, mais ça fait réfléchir), elles cessent de s'emballer et de crier «j'ai hâte».

— 3000\$ à six, imagine à 350 filles!, lance Nellie.

— C'est triste quand on y pense...

— ... mais on va le dépenser pareil.

— C'est vrai que, quand on y pense, c'est dégueulasse.

— Moi, je n'y avais pas pensé avant.

— Moi non plus.

— On pourrait acheter une maison pour les pauvres.

— Ouais, ça serait «hot».

— Mais il n'y a personne qui va embarquer, moi-même, je donnerais jamais 300\$ pour les pauvres.

— Mais, dans le fond, quand tu travailles à la sueur de ton front, tu fais ce que tu veux avec ton argent...

— C'est nos parents qui sont prêts à payer pour nous, parce qu'on est leur enfant...

— On a la chance de le vivre, vivons-le.

— On s'arrêtera pas de vivre en pensant chaque fois à ça.

Et elles sont parties. J'ai cru les entendre siffloter la vieille chanson d'Yves Jacques *On peut pas tous être pauvres comme Job*.

Laurence POIRIER-BOURDON
Collège Maisonneuve
Montréal

ÉCOLES

La FAÉCUM monte aux barricades

■ Les médias ont rendu publics, fin mars, les avantages monétaires importants auxquels les cadres supérieurs de l'Université de Montréal avaient droit.

C'est la Fédération des Associations Étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) qui était derrière cette nouvelle. Mais pourquoi une association étudiante en vient-elle à s'intéresser à ce genre de choses?

Pour Nicolas Girard, secrétaire général de la FAÉCUM, l'explication est simple. Après une hausse de 300 p. cent des frais de scolarité en cinq ans, on voulait voir si les cadres supérieurs de l'Université fournissaient eux aussi un effort pour pallier au problème de sous-financement de l'institution.

L'année dernière, la FAÉCUM s'est vue refuser l'accès à ces informations. Elle s'est donc tournée du côté de la Commission d'accès à l'information, un organisme paragouvernemental qui régit les demandes d'information du public aux ministères et organismes subventionnés par l'État. La Commission a décidé en décembre dernier que l'université devait fournir les renseignements demandés.

Maintenant que l'on connaît les avantages dont jouissent les cadres supérieurs, le secrétaire général de l'association étudiante se demande s'il est normal, en 1994, qu'un recteur ait droit à un chauffeur... Mais l'université ne veut pas remettre en cause son système de rémunération même si, comme l'explique le représentant de la FAÉCUM, les temps sont difficiles pour les universités, côté financier.

La FAÉCUM aimerait que l'université mette fin à sa pratique de payer des années sabbatiques et de donner des indemnités de départ. Elle voudrait aussi que certains avantages qu'elle dit injustifiés (par exemple, des abonnements à des clubs sportifs, une voiture) soient éliminés. Elle voudrait aussi que les primes octroyées lors d'un changement temporaire de poste cessent dès que la personne reprend son poste permanent (ce qui semble logique mais qui n'est pas respecté).

De plus, la FAÉCUM demande que les salaires des cadres supérieurs soient réduits de 20 p. cent pour les réajuster à la réalité financière de l'institution, que les procès-verbaux des différents conseils et comités gérant l'université soient rendus publics et que le Vérificateur général du Québec vérifie et commente annuellement la gestion financière des universités.

En bref, les étudiants veulent que la direction de l'université soit logique avec elle-même et s'engage à faire les mêmes efforts que les étudiants et les employés pour redresser le budget de son institution, qui provient de fonds publics à 70 p. cent et dont la gestion doit être, pour cette raison, transparente et accessible.

Une rencontre est prévue le 25 mai entre le recteur et les syndicats étudiants de l'université. Mais l'université a déjà fait valoir qu'elle jugeait les propositions de la FAÉCUM irrecevables.

Carle BERNIER-GENEST
Collège Maisonneuve
Montréal

CULTURE

Le livre d'hier

Ce vieux livre sur l'étagère Aux angles tout cornés Plein de mémoire et de poussière M'adresse un sourire voilé...

Je tends la main, je l'attrape Et le caresse un petit peu Et le premier paragraphe Me transporte auprès de ceux Qui autrefois s'occupèrent Lors des journées d'ennui Les enfants de naguère Tournant les pages jaunies.

Et le livre mélancolique Reprend sa place d'hier Garde ses mots magiques, Sa prose et ses vers.

Christine DOUVILLE DUCLOS
Outremont

Génies en herbe

En collaboration avec Génies en herbe Pantologie Inc., 3535, boul. Rosemont, Montréal H1X 1K7

A PORTUGAL

1. Quelle est la région la plus au sud du pays?
2. Quel est le nom aujourd'hui de la ville romaine de Portus Calle?
3. Durant le XVIII^e siècle, ce premier ministre a mis de l'avant plusieurs réformes et personifiait la version portugaise du «despotisme éclairé».
4. Quel homme a établi une dictature en 1932 et a été premier ministre jusqu'en 1969?
5. Quel est le principal lieu de pèlerinage portugais?
6. Quels sont les deux archipels dans l'Atlantique qui sont des dépendances portugaises?
7. Où est couru le grand prix du Portugal?
8. En quelle année le Portugal a-t-il fait son entrée dans la CEE?

B DROIT — NOUVEAU CODE CIVIL

Toutes les questions sont selon le nouveau Code civil

1. Selon le droit actuellement en vigueur au Québec, à quel moment le foetus acquiert-il son droit à la vie?
2. Le consentement d'un enfant est-il essentiel pour lui administrer des médicaments assurant sa survie et son intégrité physique?
3. Les ministres du culte sont-ils autorisés à dresser des actes de naissance ou de mariage?
4. Depuis quelle année les enfants nés d'une union de fait ont-ils les mêmes droits que les enfants nés de parents mariés?
5. Lorsqu'une personne est disparue, après combien d'années est-elle considérée morte?
6. Est-il vrai qu'advenant mésentente entre les parents sur le choix du nom à donner à l'enfant c'est celui choisi par la mère qui prévaut?
7. Qui, dans cette liste ne pouvez-vous pas poursuivre pour une pension alimentaire: vos parents, vos grand-parents, vos frères et sœurs, vos enfants.
8. Un couple homosexuel peut-il adopter un enfant?

C LITTÉRATURE

1. Quel est le «folio» le plus vendu chez Gallimard?
2. Qui a écrit *Oncle Vania* et *La Cerisaie*?
3. Quel Espagnol a présenté la première fois le personnage de Don Juan dans l'ouvrage *Le Séducteur de Séville*?
4. Sous quel autre nom connaît-on mieux Sophie Rostopchine?
5. Qui a écrit *Les Chaises*, *Le Roi se meurt* et *Rhinocéros*?
6. Lequel de ces poèmes n'est pas de Verlaine: *Poèmes saturniens*, *Illuminations*, *Fêtes galantes*, *Romances sans paroles*.
7. Quel est le prénom du marquis de Sade?
8. Sous quel nom regroupe-t-on ces écrivains espagnols suivants: Pio Baroja, Miguel de Unamuno, Jacinto Benavente, Azorin, Antonio Machado et Ramiro de Maeztu?

E MÉLINA MERCOURI

1. Quelle charge publique exerçait le grand-père de Mélina Mercouri?
2. Quel film a lancé Mélina Mercouri en 1960?
3. Quelle chanson de ce film a été un succès mondial?
4. Qui est le mari de Mélina Mercouri?
5. Pour quelle raison fut-elle déçue de sa nationalité?
6. Qui était roi de Grèce au moment de la chute du gouvernement grec en 1967?
7. De quelle circonscription Mélina Mercouri était-elle députée?
8. Quelle fonction a-t-elle exercé à deux reprises dans le gouvernement grec?

Il a écrit *Les Chaises*.

D JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Associez ces athlètes s'étant illustrés aux jeux de Lillehammer avec leur discipline

- | | |
|-----------------------|-------------------------------------|
| 1. Johan Olav Koss | a. Biathlon |
| 2. Georg Hackl | b. Ski acrobatique |
| 3. Manuela di Centa | c. Ski de fond |
| 4. Cathy Turner | d. Hockey |
| 5. Deborah Compagnoni | e. Patinage artistique |
| 6. Anne Briand | f. Patinage de vitesse |
| 7. Edgar Grosprion | g. longue piste |
| 8. Jenns Weissflog | h. Luge |
| 9. Philippe Candeloro | i. Patinage de vitesse courte piste |
| 10. Sako Koivu | j. Ski alpin |

SOLUTION À DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSÉES

Crucigrammes

Nicole Hannequart

EXPLICATION DU JEU

Tout d'abord, vous devez trouver les mots correspondant aux définitions, en commençant par le mot codé (dont les lettres sont écrites entre parenthèses).
Ce dernier vous est d'une grande aide puisque, une fois trouvé, vous reportez, en suivant le code, chacune de ses lettres dans la grille. (Par ex. 1-2 signifie la case d'intersection des mots 1 et 2, 2-3, celle des mots 2 et 3, etc.).
Enfin, il s'agit de compléter la grille en formant une anagramme pour chacun des mots trouvés.

MOT CODÉ

1-2 5-6 3-4 4-5 2-3 8-9 7-8 6-7
DÉFINITION Paresseux. (ADEFLLMMR)

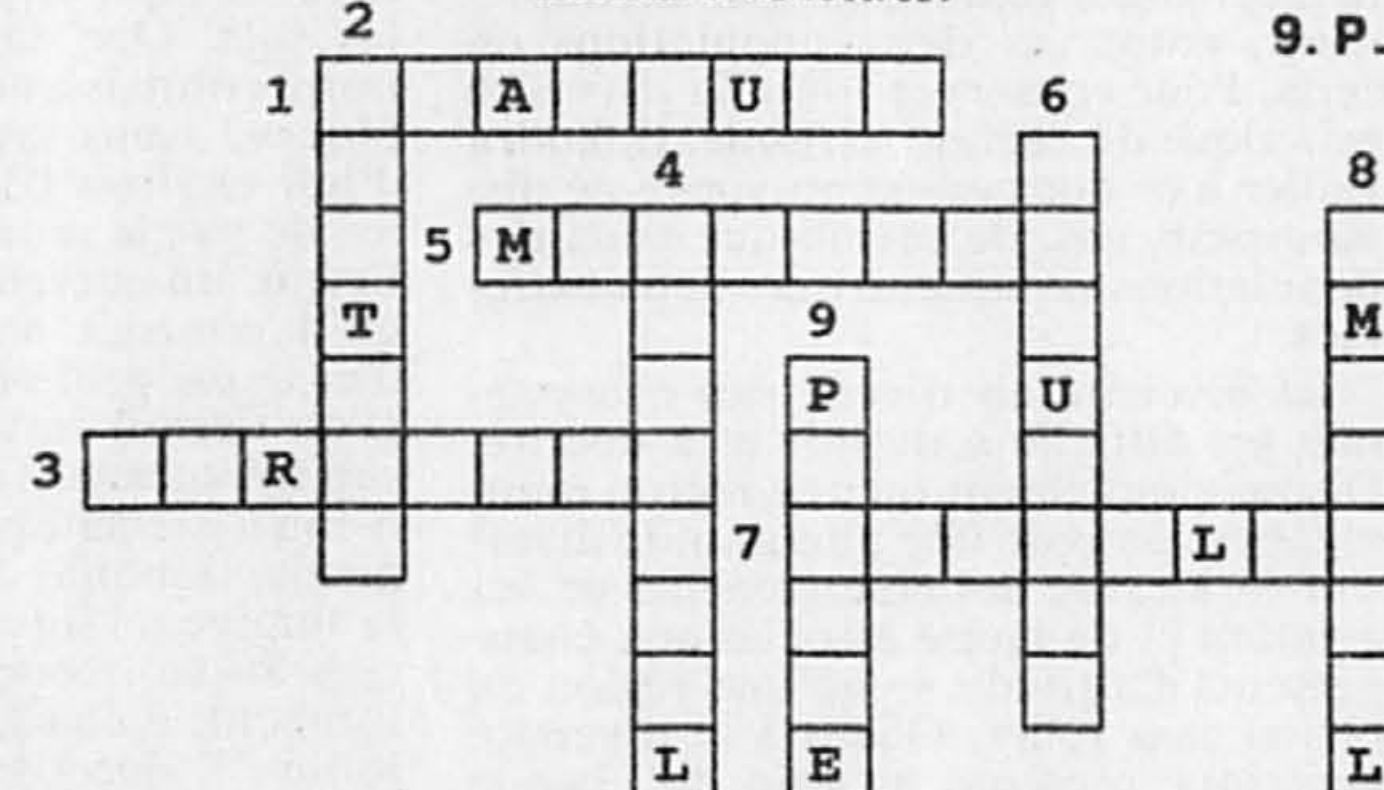
MOTS

1. S _____ Surestimer. (8 lettres)
2. F _____ Prépara secrètement. (7 lettres)
3. G _____ Le vulpin en est une. (8 lettres)
4. M _____ Mettrait dans le plus grand désordre. (8 lettres)

DÉFINITIONS

MOTS

5. I _____ Fera périr. (8 lettres)
6. D _____ Passai en revue. (8 lettres)
7. R _____ Partie de la plante qui fournit la racine. (8 lettres)
8. E _____ Rendrai plein. (8 lettres)
9. P _____ Perdis. (6 lettres)



SOLUTION DU No 319:

- | | |
|-------------|------------|
| 1. ÉVENTAI | — NAÏVETÉ |
| 2. DEVISER | — DIVERSE |
| 3. PRÉCISE | — CRISPÉE |
| 4. DÉVÉTAIS | — SÉDATIVE |
| 5. CRÉDITES | — DISCRÈTE |
| 6. SUCAIENT | — CUISANTE |
| 7. TRAINAS | — ARTISAN |
| 8. PIRATES | — PIASTRE |
| 9. SURVIE | — VISEUR |

320

Anacroisés

Philippe Guérin

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à découvrir. Les nombres qui suivent certains tirages correspondent au nombre de solutions possibles dont une seule peut se placer sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots à trouver figurent dans l'Officiel du Scrabble (éd. Larousse). Il n'est donné que les tirages de mots de six lettres et plus.

HORIZONTEMENT

- 1: CDLOOS
- 2: EEFIMNT
- 3: ABJMNO
- 4: EIIINPT
- 5: ACHIORT (4)
- 6: EENNORU
- 7: EELNRUZ
- 8: AIRTU
- 9: AEGMRSU (2)
- 10: IIMNOST
- 11: EELPST (3)
- 12: ELOPST (3)
- 13: EEFILMS (2)
- 14: CEEILL (2)
- 15: ADEFRT
- 16: ADEEILM (2)
- 17: AELNORTY
- 18: ELLMNOST
- 19: DEENRT (4)
- 20: AEIMRRR (2)
- 21: AEIMORR (3)
- 22: AABISS (3)
- 23: AEIORSV (2)
- 24: AEEILLR
- 25: BEEINORT
- 26: EIJNORTU (2)
- 27: AEISSSS (2)
- 28: CEILSSU

VERTICALEMENT

- 1: ACHIINT (3)
- 2: AGLNU (4)
- 3: DEORRS (2)
- 4: EELNNOS
- 5: AEEIMNO
- 6: EEEIMRT (6)
- 7: EEEILLOR (2)
- 8: EIORRT (2)
- 9: ADNORTU
- 10: EEEIRS
- 11: AAINNSS (2)
- 12: ADEIRT (3)

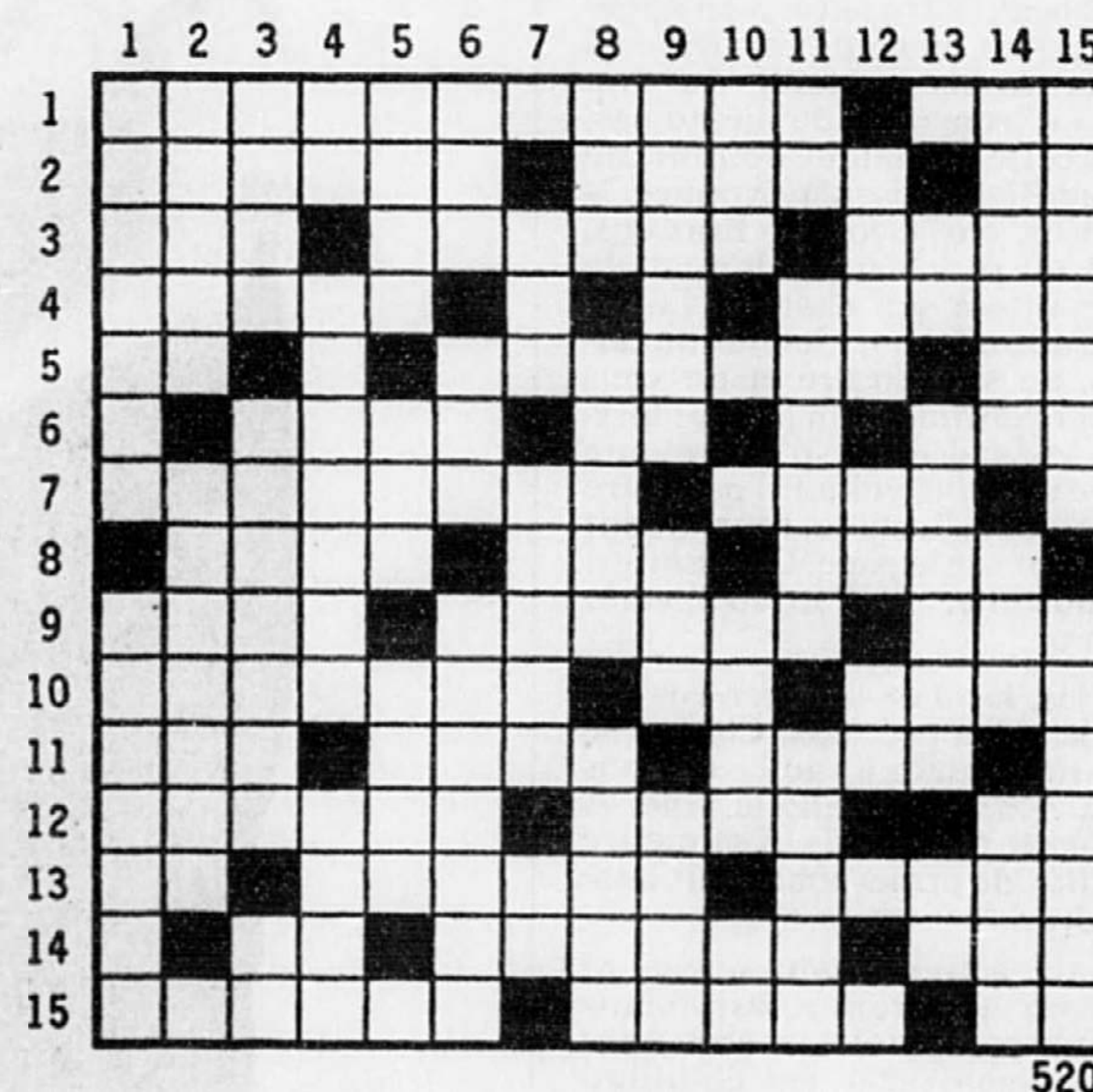


SOLUTION À LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSÉES

L'utilisation du terme «anacroisés» est possible grâce à l'amabilité de Michel Charlemagne.

Mots croisés

LA GRILLE THÉMATIQUE

DE MICHEL HANNEQUART
(MOUVEMENT)

520

HORIZONTEMENT

- 1 Mouvements rapides — Double coup de baguette.
- 2 Action d'organiser une attaque vive et violente — Plante des lieux humides — Argent.
- 3 Conteste — Tirer et tenir dans un état d'allongement — Emmené de force.
- 4 Mouvement — Interruption d'une activité.
- 5 Prince — Rythme — Aire de vent.
- 6 (S)'élancer — Symbole chimique — Abréviation chrétienne.
- 7 Fait de sortir d'un milieu liquide — S'en va rapidement.
- 8 Huile — Pueblo s'y trouve — Dont la vitalité se manifeste par la rapidité des mouvements.

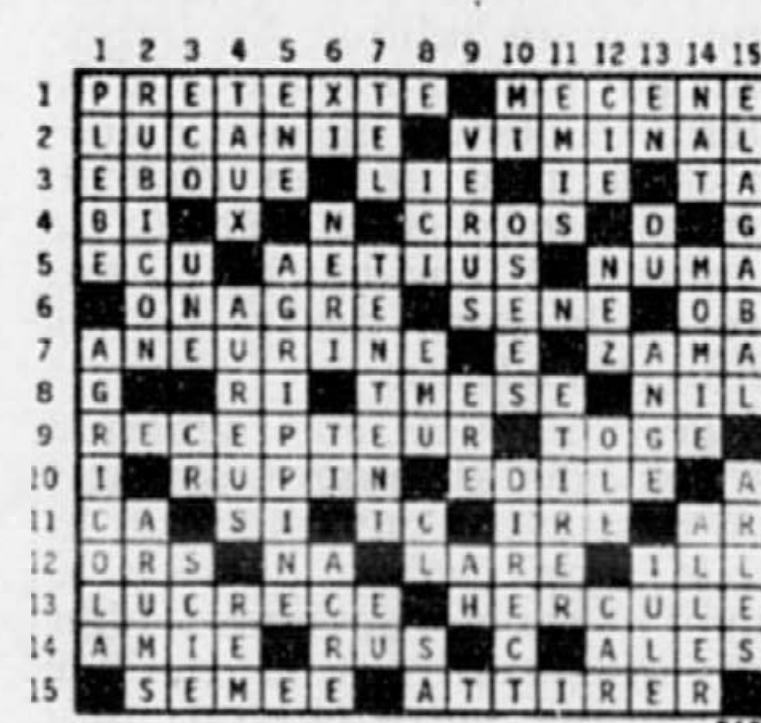
- 9 Retors — Agile — Fourrage.
- 10 Ne tombent pas longtemps — Terminaison — Inventa.
- 11 Durillon — Bêtes de somme — Soustraite.
- 12 Petit bureau — Affluent de la Seine — Stère.
- 13 Infinitif — Ramène en arrière — Bouge.
- 14 Vaut 3,1416 — Tomber en tournant sur soi-même — Se jette dans le Rhône.
- 15 Prénom féminin — Mettre dans le plus grand désordre — Sert à lier.

VERTICALEMENT

- 1 Mouvement d'oscillation — Contrariées.
- 2 Plie, mais ne casse pas — Mettre en mouvement.
- 3 Épointés — Répété — L'après-midi.

- 4 Roulement bref — Mettre à l'envers — Viva-cité.
- 5 Heurte contre un obstacle — Point cardinal — Taché.
- 6 Petit mot latin — Se pousse — Entre.
- 7 Désavoua — Mammifère — Fut aimée de Zeus.
- 8 Garçon d'écurie — Fait des mouvements rapides et agiles — Liquide se séparant du caillot après coagulation du sang.
- 9 Repli cousu au bord d'une étoffe — Elle pue — Célèbre joueur de soccer.
- 10 Division du compas — Allure — Entre Anouar et Sadate.
- 11 Un des points collatéraux — Qui aime à agir — Domaine rural.
- 12 Vitesse résiduelle d'un navire — Mesure itinéraire — Sert à designer.
- 13 Gaz inerte, incolore — Austère — À moi.
- 14 Nettoient — Division de l'histoire — Elle est déposée par la fumée.
- 15 Secouées en tous sens — Bondissent.

SOLUTION DIMANCHE PROCHAIN



SOLUTION DE DIMANCHE DERNIER

Scrabble

Pierre Q.T. Nguyen

Entraînement

Il ne reste qu'une semaine d'entraînement et de révision de listes de mots pour les quelque 400 joueurs qui se présenteront le week-end prochain à Outremont pour les Championnats du Québec. Je vous invite à vous amuser en tentant de trouver la solution unique des 60 tirages suivants. Tous les mots sont très connus même s'ils sont parfois difficiles à trouver. À l'entraînement!

1. AADMORT
2. AAEELRTU
3. ABDEILU
4. ABDEMNO
5. ACEHMNO
6. ACELOUV
7. ADEFHIS
8. AEEHRTT
9. AEIIMNT
10. AEIMNNU
11. AGIIMOR
12. BCEEGR
13. CDEIRTV
14. CDELOOU
15. CEFHIOS
16. CEFIIOR
17. CEGLOSU
18. CEIINPS
19. CEILLNU
20. CEILNTU
21. DELRSTU
22. EEGIMOS
23. EEIINRT
24. EEIMNOZ
25. EFILNOU
26. EGNNOTU

27. EILNSUU
28. EILRTUV
29. EIMRTUX
30. EINNORU
31. AABEEGLR
32. AACEIMNR
33. AAFINRRT
34. ABEILSU
35. ABEIPRST
36. ACEELOPS
37. ACEIINRV
38. ACEILRTV
39. ACEINPRU
40. AEFILNRR
41. AEIIMNTV
42. AEILMOPT
43. AEIMNNTU
44. AEINOSTX
45. BEEMNORV
46. BEIILNSU
47. CEEEGINP
48. CEEILOTV
49. CEEILSUV
50. CEIIMNSU
51. CEIINNOT
52. CEIORTV
53. DEEILRSU
54. DEIINRTT
55. DEIMNRTU
56. EEIILRRT
57. EEMNORTU
58. EEFILNOU
59. EHILOPRT
60. EILNSUU

Solutions

Il faudra attendre à dimanche prochain...

Comment jouer la partie de duplicate ci-dessous

La formule duplicate vous permet de rejouer chez vous une partie disputée dans un club ou dans un tournoi. Pour obtenir les règles détaillées, écrivez à: Pierre Q.T. Nguyen; Chronique de scrabble, La Presse; 7, rue St-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

Quatrième partie du tournoi de l'équipe nationale disputée le 1er mai 1994.

TIRAGE	MOT RETENU	REF.	PTS
1. B7RAFLI	FAIBLI (1)R	H4	80
2. ESHEEDQ	HERSEE	10P	19
3. /NANSIOG	LANGIONS	8H	80
4. OANAMXE	MOXA (1)	11E	56
5. NAE+TCAD	DECANTAS	O1	86
6. EJUMULW	JUMELE	2J	60
7. UW+AEIN	IWAN (2)	J5	33
8. UEIN+TO	LOVEES	12H	82
9. VOMZVT	INDUITE	N6	44
10. VMT+PRAA	NOYIEZ	N6	44
11. R+DKSEUR	VAMPAT	12A	41
12. RDUR+ENR	SEBKA (3)	7F	48
13. /ISVRREN	ENNOYIEZ	N6	34
14. ADTBLSU	VERNIRAS	B6	71
15. ADL+PFO	TUBS (4)	13E	34
16. DLO+DEES	FRAPE (5)	8A	39
17. DO+RUOO?	LOVEES	A10	33
18. RO+IRLHU	QUAIDOS (6)	F2	31
19. RORLU+RC	HIC	3M	28
20. LR+TUEGL	COURRA	4A	20
21. RTUGL+EE	LEZ	13L	30
22. TUL+T	GERCE	A1	24
	LU	K5	19
			992

Commentaires:

- 1— MOXA, procédé de cautérisation d'origine chinoise.
- 2— IWAN, salle voûtée quadrangulaire de certaines mosquées.
- 3— SEBKA, ou SEBKHA, lac d'eau salée dans les régions désertiques.
- 4— TUB, grande cuvette.
- 5— FRAPE, voyou.
- 6— QUADO, au Zaïre, réparateur de pneus.

Résultats:

	Pts
1er Jean Archambault (LAF)	964
2e Monique Sanche (LLC)	957
3e Pauline Nault (GAM)	949

Écologie et environnement...

Le décompte de la vie sur terre

DANIEL GAGNON
collaboration spéciale

Le Canada est l'un des 157 pays à avoir signé la Convention sur la diversité biologique à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 1992. Par cette signature, nous nous sommes engagés à identifier et recenser les éléments constituant notre biodiversité, ainsi qu'à les conserver. Mais qu'entend-on par biodiversité? La biodiversité, c'est l'ensemble des variations comprises dans tous les organismes vivants, des milieux terrestres, aquatiques ou marins. Cela comprend

toutes les différentes espèces d'animaux, de plantes et de micro-organismes, mais c'est bien plus que cela. Car il faut aussi inclure toute la diversité au sein de chacune des espèces vivantes, ainsi que la diversité des écosystèmes.

Ainsi, les espèces d'animaux ou de plantes qui couvrent un vaste territoire présentent souvent des différences génétiques plus ou moins grandes. Ces caractéristiques leur permettent d'être mieux adaptées aux conditions locales et augmentent leurs chances de survie. Par exemple, un cerf de Virginie du Québec n'a pas tout à fait le même matériel génétique dans ses cellules qu'un cerf de Virginie de la Floride. À cause de la distance, il n'y a aucune possibilité d'échanges génétiques, par accouplement, entre ces deux populations de cerfs. Pour conserver toute la diversité génétique du cerf de Virginie, il faudra veiller à ce que ces «génotypes» ne disparaissent pas, de même que ceux des populations vivant entre ces deux extrêmes.

La diversité au niveau des écosystèmes est difficile à définir et à décrire. Disons simplement qu'une région montagneuse possède une plus grande diversité — à cause des changements de végétation et de faune associés aux changements d'altitude — qu'une région de plaine sans relief. Quant à la diversité génétique présente au sein de chaque espèce, elle demeure inconnue pour la vaste majorité d'entre elles. En effet, on ne possède une bonne idée de la variabilité génétique que de très peu d'organismes vivants sur la planète. Cette étude est un travail de longue haleine, qui demande des laboratoires fort bien équipés. C'est pourquoi, actuellement, seule la variabilité génétique des espèces qui ont un intérêt économique pour l'humanité est bien connue. Ces espèces comprennent les plantes cultivées, les arbres forestiers, les animaux domestiques et les animaux recherchés pour la chasse ou la pêche. Au Biodôme de Montréal, Andrée Nault se prépare à étudier la diversité génétique de l'ail des bois et du ginseng.

Mais avant même de penser décrire et inventorier la diversité génétique renfermée dans chacune des espèces vivantes, pouvons-nous aujourd'hui affirmer connaître toutes les espèces qui vivent sur terre, ou tout au moins au Canada ou au Québec? Non! Saviez-vous par exemple que l'on découvre encore de nouvelles espèces au Québec? Nous sommes pourtant bien loin de la forêt tropicale de l'Amazonie! Ces nouvelles espèces sont la plupart du temps connues ailleurs, par exemple en Ontario ou aux États-Unis. Mais elles n'avaient jamais été trouvées au Québec auparavant. J'ai moi-même ajouté ainsi une nouvelle espèce à la liste des plantes

présentes au Québec. Il s'agit d'un petit carex, assez insipide je dois l'avouer, qui ressemble à un brin d'herbe! Quant à l'entomologiste Daniel Coderre et à l'un de ses étudiants, Alain Cloutier, de l'UQAM, ils ont véritablement ajouté une nouvelle espèce d'insecte à la liste mondiale. Il s'agit d'un minuscule insecte habitant la litière des forêts feuillues des contreforts des Laurentides au nord-ouest de Montréal. Jusqu'à maintenant, nous n'avons qu'effleuré, ou encore commencé à «gratter», la surface du sol en ce qui a trait aux insectes et autres invertébrés du sol; l'avenir nous réserve beaucoup d'autres découvertes.

On ne connaît pas encore exactement le nombre d'insectes au Québec, surtout ceux qui vivent sur les sols ou dans les sols. Que faut-il penser alors de notre connaissance des insectes des tropiques? Nous savons identifier aujourd'hui environ 830 000 espèces d'insectes de par le monde. Cependant, Terry Erwin, un chercheur américain, estime qu'il pourrait en exister dix millions d'espèces, peut-être même 30 millions. D'où tient-il cette idée? Pour soutenir son hypothèse, Terry Erwin procède de façon systématique. En pleine forêt tropicale, il monte dans un grand arbre et le fumige à l'insecticide. Des toiles placées au sol recueillent les insectes qui tombent. À chaque arbre ainsi échantillonné, il découvre plusieurs nouvelles espèces d'insectes, même lorsqu'il s'agit d'un autre arbre de la même espèce! Il trouvera habituellement entre 500 et 1000 espèces de coléoptères dans un seul arbre! Grâce à des calculs complexes, basés entre autres sur le nombre d'espèces d'arbres tropicaux connus au monde, il est arrivé à estimer le nombre d'espèces d'insectes pouvant peupler la planète.

Il est vrai que les insectes sont très petits et très diversifiés. Mais qu'en est-il des animaux supérieurs? Récemment, on a confirmé l'existence d'une nouvelle espèce de chèvre dans les forêts tropicales du Viêt-nam! Il y a deux ans, on a décrit une nouvelle espèce de ouistiti — une sorte de petit singe — en Amazonie. Le gorille de montagne, pourtant un très gros animal, n'a été découvert qu'au début du 20^e siècle. Cette espèce ne fut décrite qu'en 1902. Avec toutes ces découvertes, même parmi des groupes d'animaux que l'on considère relativement bien connus, peut-on risquer un chiffre sur le nombre d'espèces vivantes sur la planète? L'estimé le plus conservateur suggère qu'il y aurait cinq millions d'espèces sur la planète, dont moins de la moitié sont présentement connues. Si les prédictions de Terry Erwin s'avèrent vraies, soit dix millions d'espèces juste avec les insectes, notre ignorance est encore plus phénoménale! De plus, tous ces es-

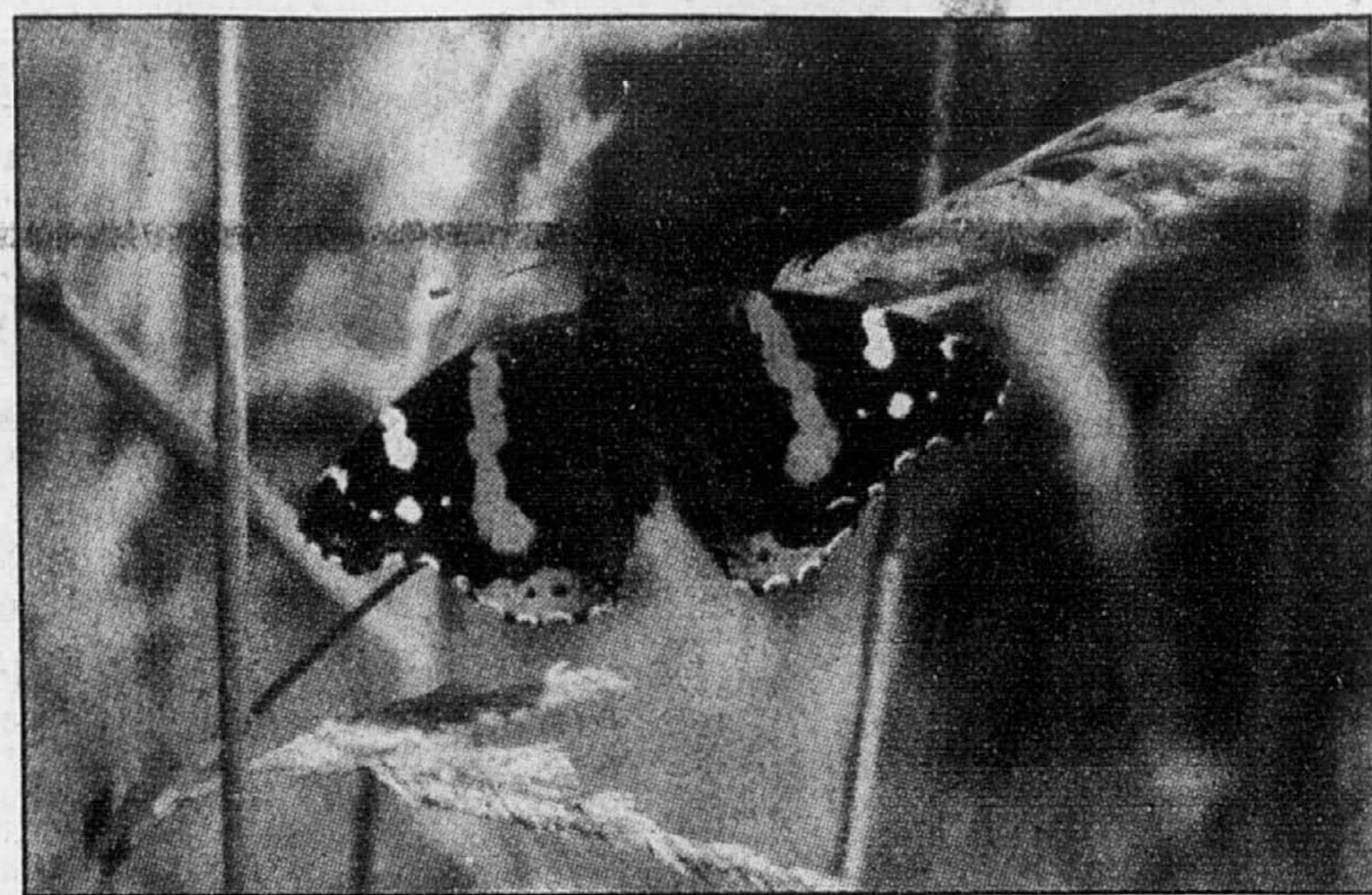


PHOTO DANIEL GAGNON

Le vulcain, une des quelque 830 000 espèces d'insectes connues au monde.

timés n'incluent pas les micro-organismes, telles les bactéries et les moisissures. La vie sur terre est incroyablement riche.

Par où faut-il commencer pour conserver le maximum de la biodiversité de la planète? En priorité dans les pays tropicaux, car la forêt tropicale humide contient probablement plus de la moitié des espèces vivantes. On a identifié certains pays à très forte diversité. Par exemple, le Brésil possède à lui seul 428 espèces de mammifères (contre 151 pour le Canada), 1622 espèces d'oiseaux (contre 431 pour le Canada) et 467 espèces de reptiles (contre 42 pour le Canada). Quatre de ces pays (Brésil, Zaire, Madagascar, Indonésie) renferment les deux tiers de toutes les espèces de primates. Sept pays (Brésil, Colombie, Mexique, Zaire, Chine, Indonésie, Australie) renferment plus de la moitié des plantes à fleurs. Trois de ces pays (Brésil, Zaire, Indonésie) renferment plus de la moitié des superficies de forêt tropicale humide.

Comment peut-on agir? Une gestion éclairée et rationnelle des ressources devra être mise en application, afin que les ressources naturelles des pays tropicaux puissent servir à alimenter et à hausser le niveau de vie de leurs habitants sans qu'elles soient épuisées. Il est possible de produire de la nourriture et des matières premières dans les régions tropicales humides. Cependant, les méthodes employées doivent être appropriées au milieu, ce qui n'est pas encore souvent le cas. Il faut en même temps que les gouvernements en place augmentent la superficie de zones de conservation. Dans ces parcs ou réserves, seules certaines formes d'activités de cueillette de fruits ou de noix, ou d'extraction du caoutchouc, seraient possibles. Il est difficile pour nous de pré-

cher cela à l'étranger lorsque le Canada, un pays riche, n'a pas encore lui-même protégé au moins 10 p. cent de sa superficie. Pourtant, c'est par la création de territoires protégés et par l'éducation que la sauvegarde de nos inestimables richesses biologiques pourra être assurée.

Daniel Gagnon est directeur de la Recherche au Biodôme de Montréal et professeur à l'UQAM.

Quel est le pays le plus riche en espèces vivantes au monde?

Répondez à la question ci-haut et gagnez une paire de billets pour visiter le Biodôme et le Planétarium. Deux bonnes réponses seront choisies au hasard chaque vendredi. Adressez vos réponses à:

Chronique écologie
et environnement
Biodôme de Montréal
4777, ave Pierre-
de-Coubertin
Montréal, Québec
H1V 1B3

La réponse à la question posée dans la chronique de dimanche dernier est: La gentiane de Victoria.

La flore laurentienne

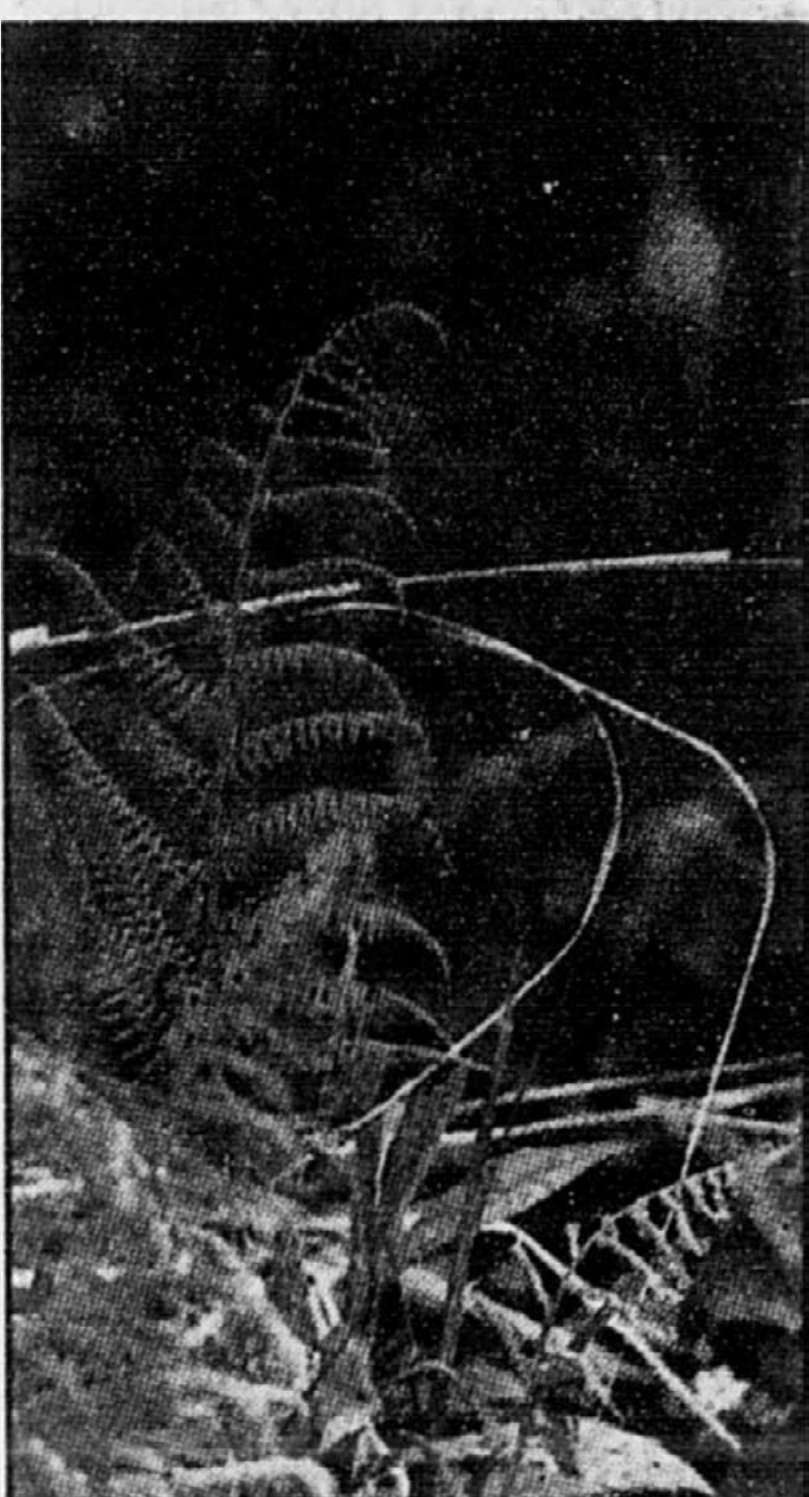


PHOTO NICOLE OUELLETTE

Les fougères

La famille des polypodiaceae compte environ 120 genres et plus de 4500 espèces, et elle comprend la masse des fougères vivantes dont celle de notre flore. On retrouve l'athyrium fougère-femelle dans les bois humides. Général et très commun partout. La plante américaine diffère un peu de la plante européenne et est désignée d'A. Filix-femina var. Michauxii Mett.

Les petits compagnons

Un jour, minou apprend à jouer...

DR FRANÇOIS LUBRINA
collaboration spéciale

«I faut bien que jeunesse se passe!» Cette réflexion lachonique et résignée d'adultes découragés par les mauvais coups, bêtises et autres diableries de leur turbulente progéniture en culottes courtes, est pourtant explicite. Si le jeu fait partie intégrante de l'épanouissement de l'enfant, les animaux de compagnie en général, et les chats en particulier, ont eux aussi le plus grand besoin d'activités ludiques.

Chez le chaton, le jeu influence le développement de sa dextérité et de son intelligence en stimulant ses neurones. Jouer permet non seulement de se défouler mais de se distraire aussi. Il sert d'exutoire ou de substitut, enfin, à des chasses fabuleuses et imaginaires dont nos tatarins de gouttière, végétant entre quatre murs, ne pourront jamais se délecter.

Le jeu, c'est aussi une excellente façon d'apprendre à distinguer les bonnes situations des mauvaises passes de l'existence. D'autre part, autant les chatons qui auront eu, outre la chaude affection maternelle, l'occasion de jouer avec leurs frères et sœurs seront sociables, sûrs d'eux, moins émotifs et curieux. Plus, au contraire, les chatons orphelins ou laissés sans famille humaine seront farouches et agressifs tant envers leurs congénères qu'envers la société humaine.

C'est vers l'âge de trois à quatre semaines, environ, que le jeune minou commencera vraiment à jouer. Un rien l'amuse d'ailleurs, au-delà des comme au-dehors: une pelote de laine qui déboule, un papillon qui virevolte, une mouche taquine, une feuille poussée par le vent... D'ailleurs, sa maman, toujours complice, ne sera pas en reste pour l'initier à cette activité ludique. En imprimant par exemple à sa queue de légères secousses, histoire d'attirer l'attention de son rejeton. Celui-ci s'empressera bien sûr de la mordiller fébrilement ou encore de la saisir de ses petites griffes très acérées.

Question jouets, aussi vrai que les bambins s'amuse souvent bien plus avec l'emballage ou la ficelle d'un cadeau qu'avec le joujou lui-même, des choses bien ordinaires suffisent à captiver ou distraire votre chaton: une pelote de laine, un bas, ou un

crayon qui roule à terre... et qu'il martyrisera sans merci, sont autant de substituts à la petite souris qu'il ambitionne de titiller dans ses rêves les plus tendres ou croquants. Le temps passant, il convoitera bien sûr des proies de plus en plus mobiles ou captivantes: votre canari bavard qui le nargue du matin au soir dans sa cage, le poisson rouge muet mais vraiment irrésistible dans son bocal, votre talon bien appétissant ou encore vos délicats petits orteils au lever du lit... Nous n'irons tout de même pas, dans cette chronique dominicale et familiale, jusqu'à évoquer la chanson de Georges Brassens, celle où sa «Margot donnait la gougoutte à son chat...!». Enfin, cette autre façon, bien féline celle-là, de se distraire et de vous agacer gentiment en prime: lorsque vous décidez d'écrire une lettre urgente, voilà-t-il pas votre minou qui s'installe, ronronnant et mutin sur la page. Ou essayant de mordiller ou d'attraper votre plume.

Mais, lassé de torturer vos objets les plus précieux, Chaton se mettra soudain à sauter en tous sens. À se jeter dans le vide. À rouler de tous bords. À se mettre à l'affût de proies tout à fait imaginaires...

Cette activité, sans queue ni tête en apparence, est néanmoins essentielle à son épanouissement et à son équilibre psychique. C'est aussi pour lui l'occasion de développer adresse, agilité et capacités sensorielles. De découvrir enfin son environnement. Mais, et pour éviter bien des drames, signalons ici certains jeux interdits. Du genre, les chatons qui:

— en mordillant les fils de l'aspirateur risquent de s'électrocuter et de se brûler le palais ou les lèvres,

— en jouant à cache-cache, se tapissent sous vos petites culottes dans la machine à laver ouverte (vous imaginez la suite...),

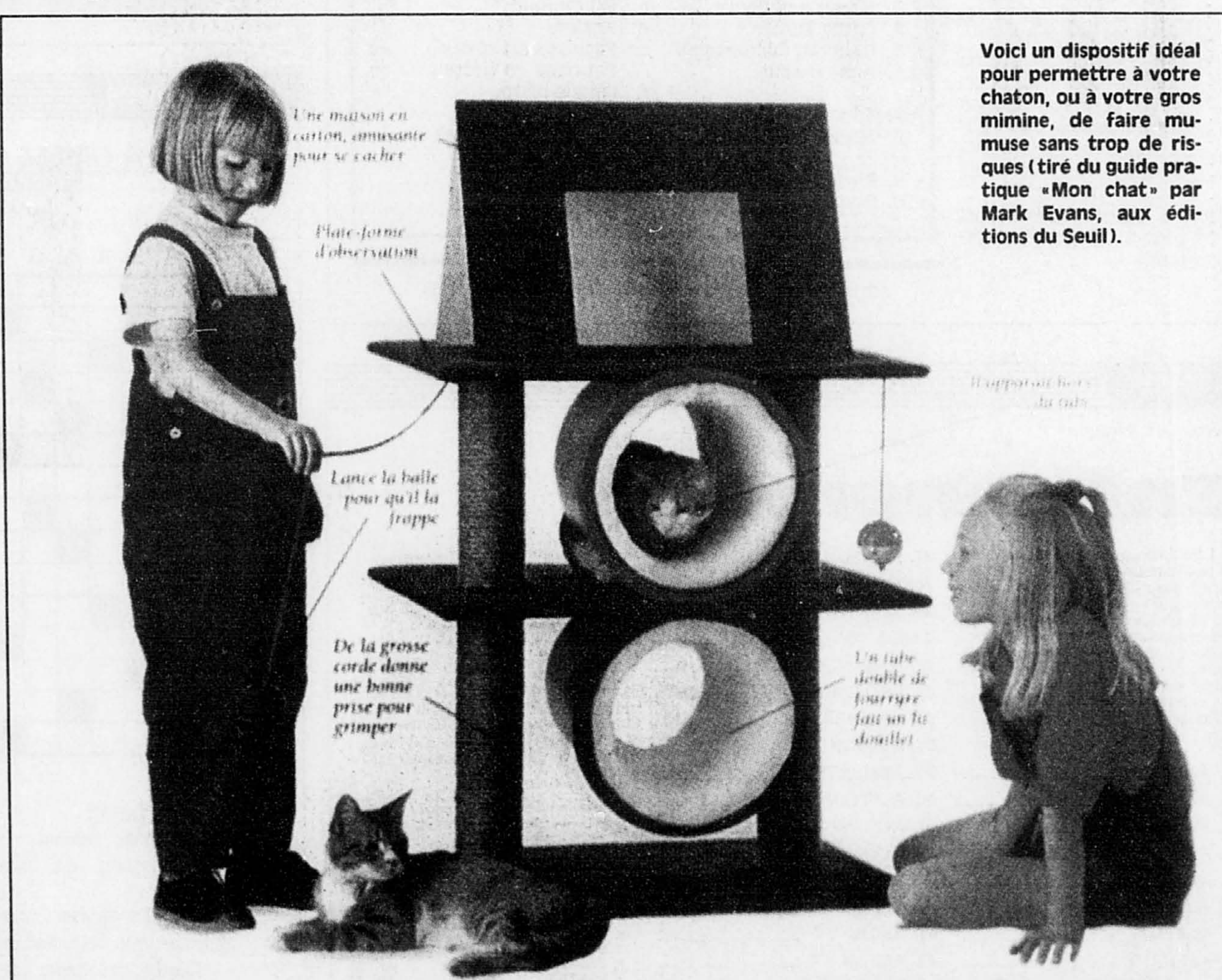
— en plaquant leur nez humide sur une prise de courant peuvent aussi s'électrocuter,

— en fouinant dans les cendres encore tièdes de la cheminée se brûlent sur un tison encore rougeoyant,

— en farfouillant dans votre nécessaire de couture, se piquent, avalent une aiguille ou bien se font un garrot en s'enroulant par mégarde un fil autour de la patte,

— en pénétrant dans un tiroir, histoire d'y piquer un petit somme, y resteront prisonnier si vous fermez ce dernier par mégarde...

Nombre de chats vivant cloi-



Voici un dispositif idéal pour permettre à votre chaton, ou à votre gros minime, de faire mumuse sans trop de risques (tiré du guide pratique «Mon chat» par Mark Evans, aux éditions du Seuil).

trés dans des conciergeries de cinq étages ou plus ne mettent cependant jamais le nez dehors. Il est donc important de leur fabriquer, et pour pas cher, quelques jouets-maison. Histoire de leur fournir, comme au Club Nautilus, l'occasion de se dégourdir pattes et muscles. D'éviter qu'ils ne s'empâtent précocement bien sûr. Mais aussi pour sauver vos propres meubles:

— le sofa en cuir qui risque de finir en charpie,

— la lampe suspendue sur la table de la cuisine qui sert de vertigineuse balançoire,

— ou bien le rouleau de papier-toilette... (inutile de vous faire un dessin!)

Parmi les jouets félins faciles à improviser et à très bon compte, ce qui ne gâche rien:

— une grosse corde enroulée autour d'un poteau ou d'un cylindre de carton constituera un magnifique bloc à griffe.

— en carton toujours: une boîte d'épicerie percée de deux ou trois ouvertures sera une maisonnette idéale pour jouer à cache-cache,

— des jouets (balle, bobine de fil à coudre évidée...) suspendus à une cordelette, c'est aussi amusant et bien moins saignant pour vos tapis ou vos draps que la chasse et de dépeçage des moineaux,

— une chaudière sans fond tapissée de peau de mouton fera un agréable hamac pour faire la sieste...

Mais il peut arriver que, et malgré vos louables précautions et délicates attentions, minet

massacre encore votre mobilier. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, et même s'ils n'ont pas l'esprit de soumission des chiens, les chats, aussi indépendants soient-ils, sont quand même capables d'accepter une certaine discipline et de respecter de nombreuses balises. Ainsi, et si votre minet fait une grosse bêtise (du genre: renverser les pots de fleurs, faire ses besoins dans la terre de vos précieux bonsais...).

S'il s'obstine à monter sur le comptoir de la cuisine malgré vos gentilles remarques et admonestations courtoises... il importe de sévir énergiquement. De le «châtier» sur-le-champ. En effet, les chats ayant la mémoire courte pour certaines choses, ils risquent fort, quelques minutes ou secondes plus tard, de ne fai-

re aucune relation de cause à effet. Vous pouvez donc, pour sévir sans méchanceté:

— l'arroser d'un fin jet d'eau froide (minou a une sainte horreur d'être mouillé),

— faire un grand bruit qui lui donnera la frousse,

— placer des feuilles de papier d'aluminium sur les surfaces où vous ne souhaitez pas qu'il muser (le crépitemment de l'aluminium, s'il y pose la patte, l'énervera énormément),

— disposer, sur les zones stratégiques, des tapettes à souris (renversées bien sûr). Au moindre contact, elles voleront en l'air dans un claquement sec...

Après tout, et fi de la méthode d'éducation permissive du Dr Spock: «Qui aime bien, châtie bien!»